



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 14 JUILLET 1900.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1835

Proclamation

Canada  
Province de  
Québec  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEPTIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14th JULY, 1900.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1836

Proclamation

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

**SACHEZ MAINTENANT QUE,** pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le SEIZIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

**EN FOI DE QUOI,** Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : **TÉMOIN,** Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **LOUIS AMABLE JETTE,** Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

**A** Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce **VINGT-TROISIEME** jour de **JUIN,** dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-quatrième.

Par ordre,  
**L. G. DESJARDINS,**  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

1550

**Now Know Ye,** that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on **THURSDAY,** the **SIXTEENTH** day of the month of **AUGUST** next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

**IN TESTIMONY WHEREOF,** We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. **WITNESS,** Our Trusty and Well-Beloved the Honorable **LOUIS AMABLE JETTE,** Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

**At** Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this **TWENTY-THIRD** day of **JUNE,** in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and in the sixty-fourth year of Our Reign.

By command,  
**L. G. DESJARDINS,**  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

1560

## Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6968.

*Amherst.*  
Lot 36, du 1er rang, à Junius F. Jordan.  
**E. E. TACHÉ,**  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 9 juillet 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

*Canton Cap Chat.*  
3e rang.  
Lot 20, à Téléphore Pineault,  
Lot 22, à Magloire Pelletier.  
*Canton Raudot.*  
Lots 53 et 54, du 1er rang, à Abraham Théberge.  
Lot 3, du rang A, à Noël Rioux.  
**E. E. TACHE,**  
Assistant-commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 14 juillet 1900.

2681

## Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6968.

*Amherst.*  
Lot 36, in the 1st range, to Junius F. Jordan.  
**E. E. TACHE,**  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 9th July, 1900.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

*Township Cap Chat.*  
3rd range.  
Lot 20, to Téléphore Pineault.  
Lot 22, to Magloire Pelletier.  
*Township Raudot.*  
Lots 53 and 54, of 1st range, to Abraham Théberge.  
Lot 3, of range A, to Noël Rioux.  
**E. E. TACHE,**  
Assistant commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 14th July, 1900.

2682

No. 462.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

## AVIS

*de demande de changement de limites de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François-Xavier, dans le comté de Shefford, les lots suivants, savoir : Nos 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1296 et 1297, dans la paroisse de Shefford ; ainsi que les lots Nos 603, 604, 605 et 606 du canton de Brome, comté de Brome, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "Saint-Bernardin de Waterloo", dans le comté de Shefford.

Cette annexion, si elle est accordée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1901.

2691

1895-00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-neuvième jour d'août prochain, 1900, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,

Secrétaire.

2687

Québec, 9 juillet 1900.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du cinquième jour de juillet 1900, incorporant James Edward Mullen, marchand, et John F. Mullen, commis, tous deux de la cité de Montréal, George Charles Paul, commerçant, et Henry Cummins Welsh, brasseur, tous deux de la ville de Farnham, et Ira Burton Bishop, droguiste, de Newport, dans l'Etat du Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, dans les buts suivants, savoir : d'acquiescer les affaires maintenant conduites par Ira Burton Bishop, George Charles Paul et Henry Cummins Welsh, dans la ville de Farnham, comme brasseurs et distillateurs, sous le nom de "The Farnham Brewing Company," comme une affaire en opération, et de faire les affaires de brasseurs et distillateurs et en général de faire toutes affaires y ayant rapport, sous le nom de "The Farnham Brewing Company", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en sept cent cinquante actions (750) de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de juillet 1900.

JOS. BOIVIN,

2685

Assistant-secrétaire de la province.

## EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de

No. 462.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE

*of application to change limits of school municipalities.*

Application is made to detach from the school municipality of Saint François Xavier, in the county of Shefford ; the following lots, to wit : Nos. 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1296 and 1297, in the parish of Shefford, as also the lots Nos. 603, 604, 605 and 606 of the township of Brome, county of Brome, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of "Saint Bernardin de Waterloo", in the county of Shefford.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1901.

2692

1895-00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public instruction, to examine candidates for the office of schools inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the twenty-ninth day of August next, 1900, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the catholic committee of the council of public instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public instruction.

PAUL DE CAZES,

Secretary.

2688

Quebec, 9th July, 1900.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1900, incorporating James Edward Mullen, merchant, and John F. Mullen, clerk, both of the city of Montreal, George Charles Paul, trader, and Henry Cummins Welsh, brewer, both of the town of Farnham, and Ira Burton Bishop, druggist, of Newport, in the State of Vermont, one of the United States of America, for the following object, viz : to acquire the business now carried on by Ira Burton Bishop, George Charles Paul and Henry Cummins Welsh, at the town of Farnham, as brewers and distillers, under the name of "The Farnham Brewing Company", as a going concern, and to carry on the business of brewers and distillers and generally do all that may be incidental to the said business, under the name of "The Farnham Brewing Company," with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) of the value of twenty dollars (\$20.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixth day of July, 1900.

JOS. BOIVIN,

2686

Assistant provincial secretary.

## EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provision of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway,

fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds sociaux; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y a pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne peuvent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des secrétaires en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1831

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'un ou l'autre n'est pas publié en français, soit de journal publié en français dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

1832

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to an existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressionnaires.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comté auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement au comptable de la Chambre avant qu'il soit amené par le comité.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que "on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution ou incorporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the proofs. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of towns only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape, at the expense of the promoters.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

1833 L. G. DESJARDINS  
Greffier de l'Assemblée Législative.

### Demande à la Législature

#### AVIS.

La ville de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet de confirmer et ratifier le règlement numéro cent soixante et deux (No 162) de ses règlements, accordant un bonus et une exemption de taxes à la compagnie appelée "The Montreal Cotton Company".

L. J. PAPINEAU,  
Avocat de la dite ville de  
Salaberry de Valleyfield.  
Salaberry de Valleyfield, 21 juin 1900. 2521-3

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Emma Giroux, de la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Théodule Amiot, jardinier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 27 juin 1900. 2585-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1600.

Dame Délima Filion, épouse de Charles Lovis, coupeur, tous deux de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

WILFRID LALONDE,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 21 juin 1900. 2657-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur, conformément aux dispositions de la loi des Compagnies Minières de Québec, 63 Victoria, chapitre 33, pour obtenir des lettres patentes incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique sous le nom et dans les buts suivants, savoir :

Le nom collectif incorporé sera "The Ingolf Gold Mining Company."

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquérir par achat, échange ou autrement des terres, propriétés situées dans Québec ou ailleurs, de les posséder, acheter, échanger, vendre

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time as the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

1834 L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly

### Application to the Legislature

#### NOTICE.

The town of Salaberry de Valleyfield will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of an act for the purpose of confirming and ratifying by-law number one hundred and sixty-two (No. 162) of its by-laws, granting a bonus and an exemption from taxes to the Montreal Cotton Company.

L. J. PAPINEAU,  
Attorney of the said town of  
Salaberry de Valleyfield.  
Salaberry de Valleyfield, 21st June, 1900. 2522

### Miscellaneous Notices

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*

Dame Emma Giroux, of the town of Saint Louis, district of Montreal, wife common as to property of Théodule Amiot, gardener, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 27th June, 1900. 2586

Province of Québec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
No. 1600.

Dame Délima Filion, wife of Charles Lovis, cutter, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

WILFRID LALONDE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 21st June, 1900. 2658

Notice is hereby given that, within one month of the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant-Governor, in accordance with the provisions of the Quebec Mining Companies, Act 63 Victoria, chapter 33, for letters patent incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic under the name and for the purposes following, namely :

The proposed corporate name to be the "Ingolf Gold Mining Company."

The purposes for which incorporation is sought are to acquire by purchase, exchange or otherwise, lands, estates situate in Québec or elsewhere, and the same to hold, purchase, exchange, sell, lease ;

et louer; d'acquérir d'autres terres ou en faire le commerce autrement ou en disposer au comptant ou à rentes ou pour toute autre considération, lesquelles terres devant servir dans le but d'exploiter l'or, le fer et tous autres minéraux qui peuvent être trouvés dans et sur icelles, dans ce but et pour aucun autre autre objet de la compagnie; de faire des contrats et compromis avec aucune personne ou personnes, corps incorporé et à telles termes et conditions qui peuvent être convenus pour les fins d'exploitation des dites terres minières tel que susdit.

Acheter des machines, matériaux et appareils nécessaires pour miner, moudre, fondre et traiter autrement les minéraux trouvés sur les dites terres et les convertir en produits de commerce; employant pour cela la vapeur, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques ou aucun autre pouvoir moteur; de vendre les produits des mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, et en général de faire toutes autres choses requises ou en rapport aux opérations de la dite entreprise.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec.

Le montant proposé du fonds social sera de \$800,000.

Le nombre d'actions sera de 800,000 et le montant de chaque action sera d'une piastre (\$1.00).

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Donald H. Loynachan, marchand, William Carlos Ives, avocat, tous deux de la cité de Montréal, dans la province de Québec; Rufus Henry Pope, membre du parlement, et William Ward Bailey, gérant, tous deux de la ville de Cookshire, dans le comté de Compton, dans la province de Québec; Robert Rogers, membre de l'Assemblée législative, de la ville de Portage du Rat, dans la province d'Ontario.

Les dits Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives et Robert Rogers, tous résidents en Canada, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

#### HENEKER & IVES,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 18 juin 1900.

2627-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres-patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir:

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Victorine (en commandite)".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont:

(a) De manufacturer, acheter et vendre des substances, savons et tous autres objets divers et articles de même nature servant à laver et à blanchir et en faire le commerce, et en général de faire le commerce d'articles et objets en rapport aux affaires d'épicerie et de droguistes.

(b) De faire toutes autres affaires de même nature en rapport à celles ci-dessus mentionnées.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$20,000.00 (vingt mille piastres), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Albert Henry Brown, gérant; Frank Ross Shaw, exportateur de grains; Joseph Quintal, expéditeur; George Alexander Thomson, marchand de grain; Max Lauterman, docteur en médecine; Joseph Arthur Franchère, avocat; Charles William Meakins, manufact-

to purchase other lands or otherwise to deal with or dispose of for cash or upon rentals or for any other consideration, and which lands are proposed to be used for the purposes of mining therefrom gold, iron and all other minerals as may be found therein or thereon, and for that purpose or for any other purposes of the company; to enter into contracts and agreements with any person or persons, body or bodies corporate and upon such terms and agreements as may be agreed upon for the purposes of mining said lands as aforesaid.

To purchase machinery, materials and plant necessary for the mining, milling, smelting and otherwise treating the minerals found in the said lands and converting them into commercial products; using therefor steam, water power, electricity or any other motive power; to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, and generally to do all other things that are requisite and incidental to the carrying on of the said undertaking.

The chief place of business of the company is to be at the city of Sherbrooke, in the province of Québec.

The intended amount of the capital stock is \$800,000.

The number of shares is to be 800,000, and the amount of each share is to be of the value of one dollar (\$1.00) each.

The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows: Donald H. Loynachan, merchant, William Carlos Ives, advocate, both of the city of Montreal, in the province of Québec; Rufus Henry Pope, member of Parliament, and William Ward Bailey, manager, both of the town of Cookshire, in the county of Compton, in the province of Québec; Robert Rogers, member of the legislative Assembly, of the town of Portage, in the province of Ontario.

The first or provisional directors of the company are to be: Donald H. Loynachan, Rufus Henry Pope, William Ward Bailey, William Carlos Ives and Robert Rogers, all residing in Canada.

#### HENEKER & IVES,

Solicitors for applicants.

Montreal, 18th June, 1900.

2628

Notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council for letters patent constituting the petitioners and such others as may become shareholders, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit:—

1. The proposed name of the company is "Victorine (Limited)".

2. The objects for which incorporation is sought are:

(a) To carry on the business, manufacture, buying and selling of washing compounds, soap and all other merchandise and sundries of a like nature, and generally to carry on and deal in other articles and merchandise incidental to the business of grocers and druggists.

(b) To do any other business of a like nature incidental to those above enumerated.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Québec.

4. The amount of capital stock is to be \$20,000.00 (twenty thousand dollars), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows: Albert Henry Brown, manager; Frank Ross Shaw, grain exporter; Joseph Quintal, forwarder; George Alexander Thomson, grain merchant; Max Lauterman, doctor of medicine; Joseph Arthur Franchère, advocate; Charles William Meakins, manufacturer;

turier; Henry Duncan Metcalfe, exportateur de grains; Esmonde Lawrence Clarke, malteur; John Edward Wright, commis voyageur; James C Wark, épiciier; Joseph Wray, entrepreneur d pompes funèbres; Louis Arsène Lefebvre, commis Joseph Olier Chalus, inspecteur des poids et mesures; Edwin George Brown, commis; Edward Ryder, commis vendeur; Walter Crawford Pearce Gaden, manufacturier, tous de Montreal, et George Joseph L. Desbarats, ingénieur civil, d'Ottawa, dans la province d'Ontario.

Les dits Albert Henry Brown, Charles William Meakins, Henry Duncan Metcalfe, George Joseph L. Desbarats et Walter Crawford Pearce Gaden seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

**BUSTEED & LANE,**

Procureurs des requérants.

Montreal, 4 juillet 1900.

2659-2

Canada, }  
Province de Québec. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné :

1° Le nom de la compagnie sera : "The Merchants, Advertising Company".

2° Les objets pour lesquels, l'incorporation est demandée, sont : faire commerce en général et annoncer pour les marchands et hommes d'affaires en général au moyen de coupons remis aux acheteurs et remboursables par la compagnie aux conditions mentionnées sur ces coupons ;

3° Le siège social et la principale place d'affaires de la compagnie seront dans la cité et le district de Montréal ;

4° Le fonds social de la compagnie sera de \$50,000.00, divisé en cinq cents parts de cent piastres chacune ;

5° Les requérants sont : Ernest David, comptable, Joseph Mathias Victor Mongeau, agent d'affaires, tous deux des cité et district de Montréal; Paul Vilmond Savard, avocat, de la ville de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi; Philias Corriveau, avocat, des cité et district de Québec, et Cuthbert Alphonse Chênevert, avocat, de Berthier, district de Joliette, qui seront tous cinq les premiers directeurs de la compagnie, tous sont sujets de Sa Majesté.

**CHENEVERT, DESALABERY & ROCHER,**

Avocats des requérants.

Montréal, 4 juillet 1900.

2661-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes sous le grand sceau de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie devant être créée en corps politique et incorporé.

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Dominion Architectural Metal Works Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer toute sorte d'ouvrage en métal pour l'usage de bâtisses, y compris ou rage en grillage, appareils de gaz et d'électricité, fournitures de plombiers, de constructeurs et entrepreneurs en général.

3° La principale place d'affaires de la compagnie, dans les limites de la province, sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de huit mille piastres.

Henry Duncan Metcalfe, grain exporter; Esmonde Lawrence Clarke, malster; John Edward Wright, commercial traveller; James C Wark, grocer; Joseph Wray, undertaker; Louis Arsène Lefebvre, clerk; Joseph Olier Chalus, inspector of weights and measures; Edwin George Brown, clerk; Edward Ryder, salesman; Walter Crawford Pearce Gaden, manufacturer, all of Montreal, and George Joseph L. Desbarats, civil engineer, of Ottawa, in the province of Ontario; of whom the said Albert Henry Brown, Charles William Meakins, Henry Duncan Metcalfe, George Joseph L. Desbarats and Walter Crawford Pearce Gaden are to be the first or provisional directors.

**BUSTEED & LANE,**

Attorneys for applicants.

Montreal, 4th July, 1900.

2660

Canada, }  
Province of Québec. }

Notice is hereby given that, within one month, after the publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of joint stock companies' incorporation act, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is : "The Merchants' Advertising Company".

2. The objects for which incorporation is sought are : to carry on a general trade and to advertise for merchants and business men generally by means of coupons given to purchasers and redeemable by the company on the terms set forth in these coupons.

3° The company's principal place of business will be in the city and the district of Montreal.

4. The capital stock will be fifty thousand dollars, divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

The petitioners are : Ernest David, accountant, Joseph Mathias Victor Mongeau, business agent, both of the city and district of Montreal; Paul Vilmond Savard, advocate, of the town of Chicoutimi, in the district of Chicoutimi; Philias Corriveau, advocate, of the city and district of Québec, and Cuthbert Alphonse Chênevert, advocate, of Berthier, district of Joliette, which five will be the first directors of the company, and all subjects of Her Majesty.

**CHENEVERT, DESALABERY & ROCHER,**

Attorneys for petitioners.

Montreal, 4th July, 1900.

2662

Notice is hereby given that application will be made to the Honorable the Lieutenant Governor, for letters patent under the Great Seal of the province of Québec, for a charter incorporating the petitioners and all others who may become shareholders in the company to be thereby created, a body politic and corporate.

1. The corporate name of the proposed company is "The Dominion Architectural Metal Works Company."

2. The object for which the incorporation is sought, is to manufacture all kinds of metal work for building purposes, including grill work, gas and electric fixtures, plumbers' and builders' supplies and general contractors.

3. The place within the limits of the province selected as the chief place of business of the company, is the city of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is eight thousand dollars.

5° Le nombre d'actions sera de huit mille, et le montant de chaque action sera d'une piastre.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : George Richard Locker, marchand ; Frederick Burwash Locker, commis ; James Ballantyne, entrepreneur, et Frank Edward McKeys, manufacturier, tous de la cité de Montréal, et John Henry Sticht, mécanicien, de Foxcroft, dans l'Etat du Maine, un des Etats-Unis d'Amérique, lesquels seront tous les premiers directeurs de la compagnie, et la majeure partie des dits directeurs de la compagnie sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 21 juin 1900. 2511.4

Avis est le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, comme compagnie à fonds social.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Montreal Canning and Preserving Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, vendre, mettre en boîte et conserver des fruits, végétaux, viandes et en faire le commerce ; de manufacturer, acheter, vendre des articles en boîte, conserves, gelées, sauces piquantes, sauces, marmelades et autres articles semblables.

(b) De faire toutes autres affaires de même nature ou ayant rapport aux objets ci-dessus nommés.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit :

Andrew Laing, manufacturier ; John S. Stanley, teneur de livres ; Francis George Bush, sténographe ; Robert C. McMichael, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, et William Patrick Innes, manufacturier, de la ville de Simcoe, dans la province d'Ontario, tous sont sujets anglais.

HALL, CROSS, BROWN, SHARP & COOK,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 juin 1900. 2503-4

LA COMPAGNIE LAINIÈRE J. E. MOLLEUR & FILS, A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Avis est par le présent donné que Jacques Emery Mollieur, manufacturier ; Charles A. Mollieur, commis ; Georges O. Mollieur, étudiant ; Israël Mollieur, manufacturier ; Marie Elizabeth Doré, épouse de J. E. Mollieur ; Pierre J. Doré, avocat de Saint-Jean, P. Q., et Joseph E. Doré, ingénieur sanitaire, de la cité de Montréal, feront application au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'obtention de lettres patentes incorporant la "Compagnie lainière de J. E. Mollieur & Fils à responsabilité limitée", pour la fabrication de sous-vêtements et de tissus de laine et de coton, etc., etc.

Le capital action sera de \$50,000 divisé en 500 parts de \$100 chacune.

Le bureau principal sera dans la ville de Saint-Jean, P. Q.

P. J. DORÉ,

Procureur.

Par LECTOR PHANEUF.

Saint-Jean, 21 juin 1900. 2517-3

5. The number of shares is eight thousand, and the amount of each shares is one dollar.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are : George Richard Locker, merchant ; Frederick Burwash Locker, clerk ; James Ballantyne, contractor, and Frank Edward McKeys, manufacturer, all of the city of Montreal, and John Henry Sticht, mechanic, of Foxcroft, in the State of Maine, one of the United States of America, all of whom are to be the first directors of the company, and the major part of such directors are residents in Canada and subjects of Her Majesty.

CARTER & GOLDSTEIN,

Solicitors for applicants.

Montreal, 21st June, 1900. 2512

Notice is hereby given that within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent of incorporation, as a joint stock company.

1. The proposed name of the company is "The Montreal Canning and Preserving Company."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

(a) To carry on the business of buying, selling, dealing in, canning, and preserving fruits, vegetables and meats, and of manufacturing, buying, selling and dealing in canned goods, jams, jellies, ketchups, sauces, pickles and similar articles.

(b) To do any other business of a like nature or incidental to those enumerated herein.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be ten thousand (\$10,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of fifty (\$50.00) each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows :

Andrew Laing, manufacturer ; John S. Stanley, book-keeper ; Francis George Bush, stenographer ; Robert C. McMichael, student at law, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, and William Patrick Innes, manufacturer, of the town of Simcoe, in the province on Ontario, all of whom are british subjects.

HALL, CROSS, BROWN, SHARP & COOK,

Solicitors for applicants.

Montreal, 20th June, 1900. 2504

LA COMPAGNIE LAINIÈRE J. E. MOLLEUR & FILS, A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Notice is hereby given that Jacques Emery Mollieur, manufacturer ; Charles A. Mollieur, clerk ; Georges O. Mollieur, student ; Israël Mollieur, manufacturer ; Marie Elizabeth Doré, wife of J. E. Mollieur ; Pierre J. Doré, advocate, of Saint John's, P. Q., and Joseph E. Doré, sanitary engineer, of the city of Montreal, will apply to the Lieutenant Governor in council, to obtain letters patent incorporating "La Compagnie lainière de J. E. Mollieur & Fils à responsabilité limitée", for the fabrication of under clothing and of woolen stuffs and cotton, etc., etc.

The capital stock will be \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office will be in the town of Saint John's, P. Q.

P. J. DORÉ,

Attorney.

By HECTOR PHANEUF.

Saint John's, 21st June, 1900. 2518

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* W. Weir & Sons, Insolvable.  
 Avis vous est donné que le 9e jour de juillet 1900, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
 U. GARAND,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 14 juillet 1900. 2689

Province de Québec, }  
 District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*  
 Avis est par le présent donné que Herménégilde Boulay, de Sayabec, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 9ème jour de juillet 1900, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 12 juillet 1900. 2733

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Lacroix, Pichette & Cie, Québec, Insolvable.  
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 6 juillet 1900, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession. Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 12 juillet 1900. 2731

Canada, }  
 Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Glover & Brais, de Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 6e jour d'août 1900, après laquelle date les dividendes seront payables, dans mon bureau, Bâtisse Fraser, 43 rue Saint-Sacrement.

JOHN McD. HAINS,  
 Curateur.

Montréal, 10 juillet 1900. 2697

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 79.  
 Louis S. Margolese, Requérent cession ;  
 et

S. Berling *et al.*, Débiteurs.  
 Avis est par le présent donné que Samuel Berling et W. J. Palmer, tous deux de Montréal, faisant affaires en société sous le nom de "The Brandon Furniture Manufacturing Company", le septième jour de juillet 1900 ont fait un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

LOUIS S. MARGOLESE,  
 Gardien provisoire. 2699

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* W. Weir & Sons, Montreal, Insolvents.  
 Notice is hereby given that on the 9th day of July, 1900, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
 U. GARAND,  
 Joint curators

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint-James St.  
 Montreal, 14th July, 1900. 2690

Province of Quebec, }  
 District of Rimouski. } *Superior Court.*  
 Notice is hereby given that Herménégilde Boulay, of Sayabec, merchant, has, on the 9th day of July, 1900, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,  
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.  
 Quebec, 12th July, 1900. 2734

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 In the matter of Lacroix, Pichette & Cie, Quebec, Insolvents.  
 Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 6th July, 1900, I have been appointed curator to this estate. All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
 Quebec, 12th July, 1900. 2731

Canada, }  
 Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Glover & Brais, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Monday, 6th August, 1900, after which date dividends will be payable at my office, Fraser Building, 43, Saint Sacrament street.

JOHN McD. HAINS,  
 Curator.

Montreal, 10th July, 1900. 2698

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 79.  
 Louis S. Margolese, Petitioner for assignment ;  
 and

S. Berling *et al.*, Debtors.  
 Notice is hereby given that Samuel Berling and W. J. Palmer, both of Montreal, and doing business in partnership under the name of "The Brandon Furniture Manufacturing Company", have, on the seventh day of July, 1900, made an assignment of their estate for the benefit of their creditors, in the prothonotary's office for the superior court in the district of Montreal.

LOUIS S. MARGOLESE,  
 Provisional guardian. 2700

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No. 78.

Dans l'affaire de Martin Beck, Failli.  
Avis est par le présent donné que le neuvième jour de juillet A. D. 1900, par un jugement de la cour supérieure, à Montréal, j'ai été nommé curateur des biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, dûment assermentées avec pièces justificatives, dans mon bureau, Imperial Building, Place d'Armes, Montréal, sous trente jours de la date d'icelui.

J. M. M. DUFF,  
Curateur.

Chambre 52, Imperial Building,  
Place d'Armes.  
Montréal, 9 juillet 1900. 2705

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
*In re Clara Jacobs et al., "The Silver Shoe Co.,"*  
Faillie.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs conjoints aux biens de la dite faillie, par l'honorable juge Davidson, en date du 10 juillet courant.

Les créanciers de la dite faillie sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,  
A. O. CHALIFOUR,  
Curateurs conjoints.

Montréal, 10 juillet 1900. 2707

*In re P. I. Boivin, fils & Co., Québec,*

Insolvables.

Avis public est donné qu'un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et que ce dividende sera payable à mon bureau le 30 juillet 1900.

D. ARCAND,  
Curateur.  
2703

Québec, 14 juillet 1900.

*In re Chas. Vézina, Québec,* Insolvable.

Avis public est donné qu'un rapport de distribution des deniers provenant de la vente des immeubles a été préparé en cette affaire, lequel sera sujet à objection jusqu'au 30 juillet 1900.

D. ARCAND,  
Curateur.  
2701

Québec, 14 juillet 1900.

### Licitations

#### LICITATION.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 468.

Jules Richer, Demandeur.

vs.

Dame E. Richer et al., Défendeurs.  
Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 27 juin 1900, dans une cause dans laquelle Jules Richer, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Geneviève, dit district, est demandeur, et Dame Edwidge Richer, de la ville de Lachine, épouse commune en biens de François de Rail, du même lieu, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse; Moïse Richer, fils de Charles, de la ville de Lachine, Dame Constance Richer, de la ville de Lachine, épouse commune en biens de Laurent Portelance, du même lieu, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse; Dame Frasier Richer, de la ville de Lachine, épouse commune en

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 78.

In the matter of Martin Beck, Insolvent.  
Notice is hereby given that on the ninth day of July A. D. 1900, by a judgment of the superior court, at Montreal, I was appointed curator to the estate of said insolvent.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims, duly sworn, with proper vouchers, at my office, Imperial Building, Place d'Armes, Montreal, within thirty days from the date hereof.

J. M. M. DUFF,  
Curator.

Room 52, Imperial Building,  
Place d'Armes,  
Montreal, 9th July, 1900. 2706

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re Clara Jacobs et al., "The Silver Shoe Co.,"*  
Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators to above named insolvent estate by Honorable judge Davidson, on the 10th day of July instaut.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,  
A. O. CHALIFOUR,  
Joint curators.

Montreal, 10th July, 1900. 2708

*In re P. I. Boivin, fils & Co., Québec,*

Insolvents.

Public notice is given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and that this dividend will be payable at my office, on the 30th of July, 1900.

D. ARCAND,  
Curator.  
2704

Quebec, 14th July, 1900.

*In re Chas. Vézina, Québec,* Insolvent.

Public notice is given that a report of distribution of the money accruing from the sale of real estate has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 30th of July, 1900.

D. ARCAND,  
Curator.  
2702

Quebec, 14th July, 1900.

### Licitations

#### LICITATION.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 468.

Jules Richer, Plaintiff;

vs.

Dame E. Richer et al., Défendants.  
Notice is given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal on the 27th June, 1900, in a cause wherein Jules Richer farmer, of the parish of Saint Geneviève, district aforesaid, is plaintiff, and Dame Edwidge Richer, of the town of Lachine, wife common as to property of François de Rail, of the same place, and the latter to authorize his said wife; Moïse Richer, fils de Charles, of the town of Lachine. Constance Richer, of the town of Lachine, wife common as to property of Laurent Portelance, of the same place, and the latter to authorize his said wife; Frasier Richer, of the town of Lachine, wife common as to property of Félix

biens de Félix Laniel, du même lieu, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse ; Dame Désanges Richer, de la ville de Lachine, épouse commune en biens de Napoléon Boyer, du même lieu, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse ; Dame Rose de Lima Rollin, de la ville de Lachine, veuve de feu Charles Richer, du même lieu, en sa qualité de tutrice à Charles Beaudoin, mineur ; Damase Richer, Aldéric Richer et Magloire Richer, ces trois derniers de la paroisse de Saint-Pierre aux Liens, dit district ; Delle Marie-Louise Richer, Dame Elise Richer, épouse commune en biens de François Vermette, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse ; Dame Geneviève Richer, épouse commune en biens de Arthur Perreault, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse ; Moïse Richer, fils de Moïse, Dame Alphonaine Richer, épouse commune en biens de Pierre Héту, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse ; Dame Marcelline Richer, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Gagnon, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse ; Dame Olive Richer, épouse commune en biens de Thadée Brunet, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse, ces douze derniers, tous de la cité de Montréal ; François-Xavier Richer, Dame Agnès Richer, épouse commune en biens de Régis Richer, et ce dernier aux présentes pour autoriser sa dite épouse, ces trois derniers, de la dite paroisse de Sainte-Genève, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un lot de terre situé en la côte Saraguay, dans la dite paroisse de Sainte-Genève, de la contenance de quarante-deux arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et tels que contenus dans les limites suivantes, savoir : borné devant par Napoléon Chauvet, derrière par Narcisse Lalonde, d'un côté par Richer Cardinal et Damase Richer, et de l'autre côté par une montée appelée la montée de la traverse et par le dit Damase Richer—avec une maison en pierre, une grange, une remise, une porcherie et autres bâtiments dessus construits, lequel lot de terre est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Genève, sous les numéros quatre-vingt dix et quatre-vingt-onze, mais à distraire au trait quarré du dit lot No 91, le terrain servant de passage à Augustin Richer, pour par ce dernier en jouir suivant son titre.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1900, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, cour de pratique ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

W. A. BAKER,

Avocat et procureur du demandeur.  
Montréal, 3 juillet 1900. 2683  
[Première publication, 14 juillet 1900.]

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 29e jour de juin 1900, dans une cause dans laquelle Pierre Gauvin, de l'Ancienne Lorette, cultivateur, est Demandeur ; et Jean Baptiste Robitaille, de l'Ancienne Lorette, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Marie Louise, Rose, Joseph Ernest, Alphonse, Jean Baptiste, George et Clara, enfants mineurs, issus de son mariage avec Dame Adéline Gingras, est Défendeur, ordonnant

Laniel, of the same place, and the latter to authorize his said wife ; Desanges Richer, of the town of Lachine, wife common as to property of Napoleon Boyer, of the same place, and the latter to authorize his said wife ; Dame Rose de Lima Rollin, of the town of Lachine, widow of the late Charles Richer, of the same place, in her quality of tutrix of Charles Beaudoin, minor ; Damase Richer, Aldéric Richer and Magloire Richer, the three latter of the parish of Saint Pierre aux Liens, said district ; Marie-Louise Richer, Elise Richer, wife common as to property of François Vermette, and the latter to authorize his said wife ; Geneviève Richer, wife common as to property of Arthur Perreault, and the latter to authorize his said wife ; Moïse Richer, fils de Moïse, Alphonaine Richer, wife common as to property of Pierre Héту, and the latter to authorize his said wife ; Marcelline Richer, wife common as to property of Jean-Baptiste Gagnon, and the latter to authorize his said wife ; Olive Richer, wife common as to property of Thadée Brunet, and the latter to authorize his said wife, the twelve latter of the city of Montreal ; François-Xavier Richer, Agnès Richer, wife common as to property of Régis Richer, and the latter to authorize his said wife, the three latter, of the said parish of Sainte-Genève, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

A lot of land situated in the concession Saraguay, in the said parish of Sainte-Genève, containing forty-two arpents in superficies, more or less, without warranty of precise measure, and being the ground comprised in the following limits, namely : bounded in front by Napoleon Chauvet, in rear by Narcisse Lalonde, on side by Richard Cardinal and Damase Richer, and the other side by one road named "montée de la traverse" and by the said Damase Richer—with a stone house, a barn, a shed, a hog-shed and others buildings thereon erected, and this lot of land is now known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Genève, under the numbers ninety and ninety-one, excepting, however, the part (trait quarré) of said lot No. 91, the land used as passage to Augustin Richer, who is using in according to his title.

The immovable above described will be offered and adjudged to the last and highest bidder for sale, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER, (1900), sitting court, in a room of the court house, Montreal, practice court ; subject to the charges, clauses and conditions inscribed to the list of charges deposited in the protonotary's office of said court ; and all oppositions to annul or secure charges and to withdraw, to the said licitation must be filed with the protonotary's office of said court at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication, and all oppositions for payment must be filed in the six days after the adjudication ; and, by default by the parties of filing said oppositions in the delays above described, they will be foreclosed of the right to do so.

W. A. BAKER

Attorney for plaintiff.  
Montreal, 3 July, 1900. 2684  
[First published, 14th July, 1900.]

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, at Quebec, on the 29th June, 1900, in a cause wherein Pierre Gauvin, of L'Ancienne Lorette, farmer, is Plaintiff ; and Jean-Baptiste Robitaille, of L'Ancienne Lorette, in his quality of tutor duly appointed to Marie Louise, Rose, Joseph Ernest, Alphonse, Jean-Baptiste, George et Clara, minor children, born of his lawful marriage with Dame Marie Adéline Gingras, is Defendant, ordering the licitation of the following immovable

la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir : les lots Nos 338, 337 et 910, du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne Lorette.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIEME jour de SEPTEMBRE 1900, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

CHS. ED. DORION,

Procureur du demandeur.

Québec, 10 juillet 1900.

2717

[Première publication, 14 juillet 1900.]

### Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure. — District de Bedford.*

Province de Québec, } JULES VAN NIENVEN-  
District de Bedford. } HUYSE, de la ville de  
No 6619. } Farnham, dans le district de  
Bedford, manufacturier, Demandeur; contre LA  
CORPORATION DE LA VILLE DE FARNHAM,  
corps politique et incorporé, ayant son bureau et sa  
place d'affaires dans la dite ville de Farnham et  
district de Bedford, Défenderesse, et Charles Fre-  
derick Beauchemin, de la dite ville de Farnham,  
curateur au délaissement, et Charles J. Chisholm,  
des cité et district de Montréal, commerçant, Adju-  
dicataire.

Saisi comme étant en la possession du dit cura-  
teur et abandonné par la dite défenderesse sur  
action hypothécaire et pour être vendu de nouveau  
par ordre de cette cour, en date du 29<sup>e</sup> jour de juin  
1900, sur requête du demandeur pour vente à la  
olle enchère.

Les bâtisses érigées sur les lots de terre cinq cent  
huit (508) et cinq cent dix (510), du plan du cadastre  
de la dite ville de Farnham, les dynamos, roues,  
fils métalliques et autres appareils placés dans les  
dites bâtisses et en rapport avec ceux et employés  
dans le but de générateur et de transmission de  
courants électriques, ainsi que les poteaux employés  
pour supporter les dits fils métalliques—ensemble  
avec tous les droits, privilèges et avantages s'y rap-  
portant, sauf et à distraire des dites bâtisses, une  
petite grange (12 pd. x 26 pd.), annexée à la partie  
est de la remise en bois, et aussi une petite remise  
pour voitures. Les dites grange et remise apparten-  
ant à un nommé W. C. Girard.

Pour être vendues à la folle enchère, risques et  
frais du dit Charles J. Chisholm, à la porte de  
l'église de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham,  
dans la ville de Farnham et district de Bedford, le  
VINGT-CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à  
DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,

Sweetsburg, 9 juillet 1900.

[Première publication, 14 juillet 1900.]

Shérif.

2695

property to wit : lots No. 338, 337 and 910, of the official cadastre of the parish of l'Ancienne Lorette.

The property above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder, at TEN o'clock in the forenoon, on the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1900, sitting the court, in the court room, of the court house of Quebec; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court; and that any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

CHS. ED. DORION,

Attorney for Plaintiff

Quebec, 10th July, 1900.

2717

[First published, 14th July, 1900.]

### Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } JULES VAN NIENVEN-  
District of Bedford. } HUYSE, of the town of  
No 6619. } Farnham, in the district of  
Bedford, manufacturer, Plaintiff; against THE  
CORPORATION OF THE TOWN OF FARN-  
HAM, a body corporate and politic, having its office  
and place of business in the said town of Farnham  
and district of Bedford, Defendant, and Charles  
Frederick Beauchemin, of said town of Farnham,  
curator to the *délaissement*, and Charles J. Chisholm,  
of the city and district of Montreal, trader, *adjudi-  
cataire*.

Seized as in possession of said curator and aban-  
doned by said defendant on hypothecary action and  
to be resold by order of this court of date 29th  
June, 1900, upon the petition of said plaintiff for  
sale à la folle enchère.

The buildings erected on the lots of lands five  
hundred and eight (508) and five hundred and ten  
(510), of the cadastral plan of the said town of  
Farnham, the dynamos, wheels, wires and other  
apparatus placed in said buildings and connected  
therewith and used for the purpose of generating  
and transmitting electric currents, as well as the  
poles used for supporting said wires—together with  
all the rights, privileges and appurtenances thereto  
belonging, save and except from said buildings a  
small barn (12 ft. x 26 ft.), annexed to the eastern  
part of the wood shed, and also a small carriage  
shed. The said barn and shed belonging to one W.  
C. Girard.

To be sold à la folle enchère, risks and costs of  
the said Charles J. Chisholm, at the parish church  
door of Saint-Romuald de Farnham, in the town of  
Farnham and district of Bedford, on the TWENTY-  
FIFTH day of AUGUST next, at the hour of TEN  
of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,

Sweetsburg, 9th July, 1900.

[First published, 14th July, 1900.]

Sheriff.

2696

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Bedford.*  
Province de Québec, } **NORA E. DAVIS**, du  
District de Bedford. } canton de Bolton,  
No 6671. } partie est, dans le district  
de Bedford, fille majeure et usant de ses droits,  
Demanderesse ; contre les meubles et immeubles de  
**SILAS HILL et MYRON C. BRACEY**, tous deux  
du canton de Bolton (partie est), dans le dit district,  
manufacturiers de cuves, y faisant affaires comme  
tels en société sous les nom et raison de Hill &  
Bracey. Défendeurs, tant individuellement comme  
appartenant aux dits défendeurs que comme appartenant  
à la dite société.

1<sup>o</sup> Comme appartenant à la société Hill et Bracey : un morceau de terre formant partie du lot 20, dans le 7<sup>e</sup> rang du canton de Bolton, dans le dit district, connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Bolton, comme lot numéro huit cent soixante et quatre (864), supposé contenir un acre et demi—avec bâtisses, remises, machines, outils, etc., etc., et l'écluse et privilèges d'eau qui s'y trouvent et avec le canal et conduit d'eau, courant du haut de l'écluse ou l'étang du moulin appartenant aux représentants de J. C. Willard au nord du dit morceau de terre pour puiser l'eau du dit étang, et avec le droit de passage à travers la cour du dit Willard ou représentants, jusqu'au dit morceau de terre pour toujours.

2<sup>o</sup> Comme appartenant à Silas Hill : un morceau de terre formant partie du lot 20, dans le septième rang du dit canton de Bolton, maintenant connu sur le plan officiel du dit canton de Bolton, comme partie du lot de cadastre numéro huit cent soixante et un (861), du dit canton, commençant au coin sud-est de la terre de C. B. Hill, du côté ouest par le chemin conduisant de Bolton centre jusqu'à Bolton sud ; de là sud le long du côté ouest du dit chemin, trois chaînes et trente-trois chaînons ; de là nord, quatre-vingts degrés ouest, une chaîne et soixante et quinze chaînons ; de là nord, trente-cinq minutes ouest, trois chaînes et quatre-vingt-six chaînons jusqu'au coin sud-ouest de la terre du dit C. B. Hill ; de là est, le long de la ligne sud de la terre du dit C. B. Hill jusqu'au point de départ, contenant cent vingt perches en superficie. Et ces morceaux de terre formant partie du lot No 20, dans le 7<sup>e</sup> rang du dit canton de Bolton, maintenant connu sur le plan officiel du dit canton de Bolton, comme lot 860 B et partie du lot 860a, commençant au coin sud-est du dit lot 860 b, sur le côté ouest du chemin conduisant de Bolton centre à Bolton sud ; de là nord, le long du côté ouest du dit chemin, une chaîne, douze chaînons et demi ; de là ouest parallèle à la ligne du sud du lot 860 b deux chaînes et quatre-vingt-sept chaînons jusqu'au côté ouest du dit lot 860 a ; de là sud, une chaîne et douze chaînons et demi jusqu'au coin sud-ouest du lot 860 b ; de là est, le long de la ligne sud du lot 860 a jusqu'au point de départ, contenant 52 perches en superficie.

3<sup>o</sup> Comme appartenant à Myron C. Bracey, personnellement : ces morceaux de terre formant partie au lot 20, dans le 7<sup>e</sup> rang du dit canton de Bolton, maintenant connus sur le plan du cadastre du dit canton, sous les numéros huit cent soixante (860) et huit cent soixante a (860 a), sauf et excepté du dit lot 860a en dernier lieu mentionné, un certain morceau mesuré de la partie sud d'icelui vendu à Silas Hill.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond, ainsi appelé, dans le canton de Bolton et district de Bedford, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,  
Sweetsburg, 9 juillet 1900.

Shérif.  
2693

[Première publication, 14 juillet 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Bedford.*  
Province of Québec, } **NORA E. DAVIS**, of the  
District of Bedford. } township of Bolton, east  
No 6671. } part, in the district of Bedford,  
*fille majeure et usant de ses droits*, Plaintiff ; against  
the goods and lands of **SILAS HILL and MYRON  
C. BRACEY**, both of the township of Bolton (east  
part), in said district, tub manufacturers, doing  
business there as such in partnership under the firm,  
name and style of Hill & Bracey, Defendants, as  
well as those belonging to said defendants individually as those belonging to their said firm.

1. As belonging to the firm of Hill and Bracey : a piece of land forming part of lot 20, in the 7th range of township Bolton, in said district, known on the official plan and book of reference of the township of Bolton, as lot number eight hundred and sixty-four (864), supposed to contain one and one half acre—with buildings, sheds, machinery, tools, &c., &c., and the water dam and water privileges thereto attached and with flume and water conductor, which leads from the upper dam or mill pond owned by J. C. Willard's representatives, north of said piece of land to draw water from the said pond, and with right of way through said Willard or representatives, yard to said piece of land for all time to come.

2. As belonging to Silas Hill : a piece of land forming part of lot 20, in the seventh range of said township of Bolton, now known on the official plan of said township of Bolton, as part of cadastral lot number eight hundred and sixty-one (861), of said township, commencing at the south east corner of land owned by C. B. Hill, on the west side of the road leading from Bolton centre to south Bolton ; thence south along the west side of said road three chains and thirty-three links ; thence north eighty degrees west, one chain and seventy five links ; thence north thirty-five minutes west, three chains and eighty-six links to the south west corner of the land of the said C. B. Hill ; thence east, along the south line of the land of said C. B. Hill to place of beginning, containing one hundred and twenty perches in superficies. And those certain pieces of land forming part of lot No. 20, in the 7th range of said township of Bolton, now known on the official plan of said township of Bolton, as lot 860 B and part of lot 860a, commencing at the south east corner of said lot 860b, on the west side of the road leading from Bolton centre to south Bolton ; thence north, along the west side of said road one chain, twelve and one half links ; thence west parallel to the south line of lot 860b, two chains and eighty-seven links, to the west side of said lot 860a ; thence south, one chain twelve and one half links to the south west corner of lot 860b ; thence east, along the south line of lot 860a to place of beginning containing 52 perches in superficies.

3. As belonging to Myron C. Bracey, personally : those certain pieces of land forming part of lot 20, in the 7th range of said township of Bolton, now known on the cadastral plan of said township, as numbers eight hundred and sixty (860) and eight hundred and sixty a (860 a), save and except from said last mentioned lot 860 a, a certain piece measured off of the south part thereof sold to Silas Hill.

To be sold at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond, so called, in the township of Bolton, any district of Bedford, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,  
Sweetsburg, 9th July, 1900.

Sheriff.  
2694

[First published, 15th July, 1900.]

## Ventes par le Shérif—Iberville

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } **L** E REVEREND MES-  
No 240. } **S**IRE LOUIS COL-

LIN, prêtre et supérieur de messieurs les ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Dame Hortence Eugénie Bove, en son vivant de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, veuve de feu Henri Tugault, Demandeur; contre ACHILLE TOUPIN, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Une terre située sur la concession de la rivière Richelieu, en la paroisse de Saint Paul de l'Île-aux-Noix, faisant autrefois partie de la paroisse de Saint-Valentin, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Valentin, sous le numéro trente (No 30), de la contenance de quatre arpents de front sur quarante-trois arpents et cinq perches dans une ligne et quarante-cinq arpents et cinq perches dans l'autre, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

A la charge du bail à moitié fruits consenti sous seing privé par le dit Achille Toupin, en faveur de Louis Boudreau, vers la fin du mois de septembre 1895, et devant expirer le 29 septembre prochain (1900), et aussi avec la réserve de la récolte qui se trouve sur cet immeuble.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Paul de l'Île-aux-Noix susdite, le QUINZIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 11 juillet 1900. 2713  
[Première publication, 14 juillet 1900.]

## Ventes par le Shérif—Montmagny

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **A** UGUSTE BELAN-  
District de Québec, } **G**ER, de la paroisse de  
No 493. } L'Islet, cultivateur; contre  
**AUGURE LANGELIER ET CALIXTE MOREAU**  
DIT DESJARDINS, tous deux de L'Islet, savoir:

1° Un terrain appartenant au défendeur, Calixte Moreau; tenant au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud au chemin public, à l'est à Pamphile Caron, et à l'ouest à Joseph Jacques—avec bâtisses dessus construites, étant partie du numéro onze (11), du cadastre officiel de L'Islet.

2° Le lot numéro six (6), du dit cadastre officiel de L'Islet.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de L'Islet, MARDI, le TRENTE-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 21 juin 1900. 2509-2  
[Première publication, 30 juin 1900.]

## Sheriff's Sales—Iberville

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Iberville.*

Saint-Johns, to wit: } **T**HE REVEREND LOUIS  
No. 240. } **C**OLLIN, priest and

superior of Messieurs les Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, in his capacity of testamentary executor of the late Dame Hortence Eugénie Bove, in her lifetime of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, widow of the late Henri Tugault, Plaintiff; against ACHILLE TOUPIN, of the city and district of Montreal, Defendant.

A farm situate on the concession of the river Richelieu, in the parish of Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, formerly forming part of the parish of Saint-Valentin, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Valentin, under the number thirty (No. 30), containing four arpents in front by forty-three arpents and five perches in one line and forty-five arpents and five perches in the other, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To the charge of the lease on half shares consented under private writing by the said Achille Toupin, in favor of Louis Boudreau, towards the end of the month of September, 1895, and to expire on the 29th September next (1900), and also with the reserve of the crop which is on this farm.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Paul de l'Île-aux-Noix aforesaid, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 11th July, 1900. 2714  
[First published, 14th July, 1900.]

## Sheriff's Sales—Montmagny

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS BONIS DE ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Québec, } **A** UGUSTE BELAN-  
District of Québec, } **G**ER, of the parish  
No. 493. } of L'Islet, farmer;  
against **AUGURE LANGELIER AND CALIXTE**  
**MOREAU DIT DESJARDINS**, both of L'Islet, to  
wit:

1. A lot belonging to the defendant, Calixte Moreau; bounded on the north by the river Saint Lawrence, on the south by the public highway, on the east by Pamphile Caron, and on the west by Joseph Jacques—with buildings thereon erected, being part of number eleven (11), of the official cadastre of L'Islet.

2. Lot number six (6), of the said official cadastre of L'Islet.

To be sold at the church door of the parish of L'Islet, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montmagny, 21st June, 1900. 2510  
[First published, 30th June, 1900.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **A** MBROSE L. KENT, No 1275. } comptable, de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, district de Montréal, UBALDE GARAND, banquier, et JOSEPH ODILON DUPUIS, comptable, ces deux derniers de la cité et du district de Montréal, tous trois en leur qualité de liquidateurs à la Banque Ville-Marie, corps politique et incorporé, ayant ci-devant fait affaires comme banque, et ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, dit district, Demandeurs ; contre les terres et tenements de DAME ANN RYAN, de la ville de Saint-Paul, district de Montréal, veuve de feu W. B. Davidson, en son vivant du même lieu, Défenderesse.

1° Un lot de terre sis et situé en la paroisse de la Côte Saint-Paul, connu et désigné comme partie du lot numéro trois mille six cent (3600), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant environ dix-sept arpents en superficie, et borné comme suit : en front, partie par le chemin qui conduit à la ville de Saint-Paul et partie par le résidu du dit lot numéro trois mille six cent (3600), des susdits plans, laquelle partie contient une superficie d'environ trois arpents, et appartient à la compagnie "The Consumers Gas Co., of Montreal, limited" ; en arrière par la petite Rivière Saint-Pierre, d'un côté par le lot numéro trois mille six cent un (3601), et de l'autre côté partie par le chemin public et partie par le résidu du dit lot numéro trois mille six cent (3600)—et avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu, contenant environ huit arpents en superficie, connu et désigné comme partie du lot numéro trois mille six cent un (3601), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et borné comme suit : en front partie par les terrains du canal de Lachine et partie par le résidu du dit lot numéro trois mille six cent un (3601), des susdits plans, lesquelles parties appartiennent comme suit : un arpent à Stewart et Beardsell, et un arpent à Thomas M. Fox, d'un côté par le lot numéro trois mille six cent (3600), et de l'autre côté, partie par le lot numéro trois mille six cent deux (3602), et partie par le résidu du dit lot numéro trois mille six cent un (3601), et en arrière par la petite rivière Saint-Pierre—avec les bâtisses dessus construites, et de plus, sujet à servitude en faveur de Albert Fox.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi, en vertu d'un jugement de la cour supérieure, en date du vingt-sixième jour de juin mil neuf cent.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 11 juillet 1900. Shérif. 2709  
[Première publication, 14 juillet 1900.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** G. A. CRESSÉ ET JOS. No 1980. } **L** A. DESCARRIES, avocats, des cité et district de Montréal, et pratiquant ensemble comme tels en société, sous les nom et raison de Cressé & Descarries, procureurs distrayant ; contre les terres et tenements de FELIX LACROIX, du village de Dorval, district de Montréal, charretier, dans une cause où le dit Félix Lacroix était Demandeur ; Duncan McEachran, des cité et district de Montréal, mais maintenant rési-

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS. (B)

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **A** MBROSE L. KENT, No. 1275. } accountant, of the town of Sainte Anne de Bellevue, district of Montreal, UBALDE GARAND, banker, and JOSEPH ODILON DUPUIS, accountant, the two latter of the city and district of Montreal, all three in their quality of liquidators to La Banque Ville Marie, a body politic and corporate, having formerly carried on business as a bank and having its chief place of business at Montreal, said district, Plaintiffs ; against the lands and tenements of DAME ANN RYAN, of the town of Saint Paul, district of Montreal, widow of the late W. B. Davidson, in his lifetime of the same place, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the parish of la Côte Saint Paul, known and described as part of lot number three thousand six hundred (3600), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing about seventeen arpents in area, and bounded as follows : in front partly by the road leading to the town of Saint Paul, and partly by the residue of the said lot number three thousand six hundred (3600), of the aforesaid plans, which part contains an area of about three arpents and belongs to "The Consumers' Gas Co., of Montreal, Limited," in rear by the little river Saint Peter, on one side by lot number three thousand six hundred and one (3601), and on the other side partly by the public road and partly by the residue of the said lot number three thousand six hundred (3600)—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate and being at the same place, containing about eight arpents in area, known and described as part of lot number three thousand six hundred and one (3601), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and bounded as follows : in front partly by the lands of the Lachine Canal, and partly by the residue of the said lot number three thousand six hundred and one (3601), of the said plans, which parts belong as follows : one arpent to Stewart and Beardsell, and one arpent to Thomas M. Fox, on one side by lot number three thousand six hundred (3600), and on the other side partly by lot number three thousand six hundred and two (3602), and partly by the residue of the said lot number three thousand six hundred and one (3601), and in rear by the little river Saint Peter—with the buildings thereon erected, and subject, moreover, to a servitude in favor of Albert Fox.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEEN<sup>TH</sup> day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon, in virtue of a judgment of the superior court, dated the twenty-sixth day of June, one thousand nine hundred.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 11th July, 1900. Sheriff. 2710  
[First published, 14th July, 1900.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **L** G. A. CRESSÉ AND JOS. No. 1980. } **L** A. DESCARRIES, advocates, of the city and district of Montreal, and practicing together as such and in partnership under the style and firm of Cressé & Descarries, attorneys distracting ; against the lands and tenements of FELIX LACROIX, of the village of Dorval, district of Montreal, carter, in a suit in which the said Félix Lacroix was Plaintiff ; Duncan McEachran, of the city and district of Montreal, but now resid-

dant à Dorval, dit district, était Défendeur, et J. Bte. O. Martin, de la ville de Lachine, dit district, bourgeois, était intervenant.

Saisi comme appartenant au dit demandeur l'immeuble suivant, à savoir :

La moitié nord du lot numéro vingt-deux et les lots numéros vingt-trois et vingt-quatre, de la subdivision du lot numéro huit cent soixante et douze (22, 23 et 24-872), du cadastre de la paroisse de Lachine, aujourd'hui dans la municipalité du village de Dorval, dans la paroisse de la Présentation de la Sainte-Vierge, district de Montréal—avec bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 11 juillet 1900. 2711  
[Première publication, 14 juillet 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME CATHERINE No. 556. } BAKER, de la cité de Kingston, dans la province d'Ontario, veuve de feu John Baker Murphy, en son vivant du même lieu, gentilhomme, tant individuellement qu'en sa qualité de seule exécutrice testamentaire de son dit feu mari, Demanderesse ; contre les terres et tenements de ROSARIO H. BRAZIER, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Ce lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, faisant front sur la rue Lagauchetière, et connu sous le numéro 654, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député shérif.  
Montréal, 19 juin 1900. 2469-2  
[Première publication, 23 juin 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ALBERT GHYSENS, des No. 3021. } cité et district de Montréal, CHARLES DE VILLERS, THEODORE DE VILLERS, DAME MARIE DE LIEDEKERKE, veuve de Van de Woestyne, de son vivant de Bruxelles, Belgique, faisant affaires ensemble à Montréal, dit district, comme importateurs et manufacturiers, sous la raison sociale de Ghysens, de Villers & Cie, Demandeurs ; contre les terres et tenements de JOS. DESLAURIERS, de la ville de Saint-Paul, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé en la paroisse de la Côte Saint-Paul, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante (No 260), de la subdivision du lot numéro originaire trois mil neuf cent douze (No 3912-260), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; borné en front par le chemin de la Côte Saint-Paul, et d'un côté par l'Avenue Davidson, et contenant trente pieds de largeur, par une profondeur irrégulière de quatre-vingt-quatre pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec maison et autres bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour d'août prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 20 juin 1900. 2499-2  
[Première publication, 23 juin 1900.]

ing actually at Dorval, said district, was Defendant, and J. Bte O. Martin, of the town of Lachine, said district, bourgeois, was Intervenant.

Seized as belonging to said plaintiff the following immovable, to wit :

The north half of lot number twenty-two and lots numbers twenty-three and twenty-four, of the subdivision of lot number eight hundred and seventy-two (22, 23, 24-872), of the cadastre of the parish of Lachine, now in the municipality of the village of Dorval, in the parish of La Présentation de la Sainte Vierge, district of Montreal—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 11th July, 1900. 2712  
[First published, 14th July, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME CATHERINE No. 556. } BAKER, of the city of Kingston, in the province of Ontario, widow of the late John Baker Murphy, in his lifetime of the same place, gentleman, acting as well individually as in her quality of sole executrix under the last will of her said late husband, Plaintiff ; against the lands and tenements of ROSARIO H. BRAZIER, of the city and district of Montreal, Defendant.

That certain lot of land situate in the Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, fronting on Lagauchetière street, and known as number 654, on the official plan and book of reference of the said ward—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 19th June, 1900. 2470  
[First published, 23rd June, 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ALBERT GHYSENS, of No. 3021. } the city and district of Montréal, CHARLES DE VILLERS, THEODORE DE VILLERS, DAME MARIE DE LIEDEKERKE, widow of the late Van de Woestyne, in his lifetime of Brussels, Belgium, doing business together at Montréal, said district, as importers and manufacturers, under the name and firm of Ghysens, de Villers & Cie, Plaintiffs ; against the lands and tenements of JOS. DESLAURIERS, of the town of Saint Paul, district of Montréal, Defendant.

A lot of land or emplacement situate, being and lying in the parish of La Côte Saint Paul, known and designated as number two hundred and sixty (No. 260), of the subdivision of lot original number three thousand nine hundred and twelve (No. 3912-260), of the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montréal ; bounded in front by the Côte Saint Paul road, and on one side by Davidson avenue, and containing thirty feet in width, by an irregular depth of eighty-four feet, english measure, more or less—together with house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 20th June, 1900. 2500  
[First published, 23rd June, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B)**
*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : } **A**LFRED DALBEC, avocat, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de M. GUERIN, JAS. J. GUERIN et EDMUND GUERIN, tous trois du même lieu, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, James J. Guerin, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, étant la partie nord-ouest et résidu du lot officiel numéro quatre-vingt-neuf (pt. N. O. No 89), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, dans la dite cité de Montréal, mesurant quarante-cinq pieds de largeur sur la rue De Salaberry, quarante-cinq pieds de largeur en arrière, quarante-trois pieds de longueur du côté sud-est, et quarante-cinq pieds de longueur du côté nord-ouest, le tout mesure, anglaise, plus ou moins et sans garantie de mesure précise ; borné en front par la rue De Salaberry, en arrière par le lot de subdivision numéro un, du numéro officiel quatre-vingt-dix (90-1), du côté sud-est par la partie expropriée du dit numéro quatre-vingt-neuf, la propriété de Lomer Gouin et de Joseph Honoré Mayrand ou représentants, et du côté nord-ouest par le lot numéro quatre-vingt-dix, non subdivisé, des susdits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie—sans bâtisse.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif, Député Shérif.  
Montréal, 20 juin 1900. 2493-2  
[Première publication, 23 juin 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**
*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : } **L'**INSTITUTION ROYALE No 429. } pour l'avancement des sciences, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de HYPOLITE GOUGEON, ci-devant de la cité de Sainte-Cunégonde, dans le district de Montréal, maintenant de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur.

1° Quatre lots de terre situés et faisant front sur le côté sud-est de la rue Saint-Antoine, dans la cité de Saint-Henri, district de Montréal, connus et désignés comme lots de subdivision numéros cent soixante et sept, cent soixante et huit, cent soixante et neuf et cent soixante et dix, du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385-167, 385-168, 385-169, 385-170), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées, et le droit en commun avec les autres dans une ruelle située en arrière des dits lots, circonstances et dépendances, pour être vendus en un seul lot.

2° Deux lots de terre situés et faisant front sur le côté sud-est de la rue Saint-Antoine, dans la cité de Saint-Henri, district de Montréal, connus et désignés comme lots de subdivision numéros soixante et dix-sept et soixante et dix-huit, du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385-77, 385-78), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées et le droit en commun avec les autres dans une ruelle située en arrière des dits lots, circonstances et dépendances, pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 20 juin 1900. 2495-2  
[Première publication, 23 juin 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B)**
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **A**LFRED DALBEC, advo- No. 646. } cate, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of M. GUERIN, JAS. J. GUERIN and EDMUND GUERIN, all three of the same place, Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to the said defendant, James J. Guerin, the following immoveable, to wit :

A lot of land situate and being in the city of Montreal, being the north west part and remainder of official lot number eighty-nine (N.-W. pt. No 89), of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the said city of Montreal, measuring forty-five feet in width on DeSalaberry street, forty-five feet in width in rear, forty-three feet in length on the south east side, and forty-five feet in length on the north west side, the whole english measure, more or less, and without warranty of precise measurement ; bounded in front by DeSalaberry street, in rear by subdivision lot number one, of the official number ninety (90-1), on the south east side by the expropriated part of the said lot number eighty-nine, the property of Lomer Gouin and Joseph Honoré Mayrand or representatives, and on the north west side by lot number ninety, not subdivided, of the said official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward—without any buildings thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 20th June, 1900. 2494  
[First published, 24th June, 1900.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **T**HE ROYAL INSTITU- No. 429. } TION for the advancement of learning, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of HYPOLITE GOUGEON, formerly of the city of Sainte-Cunégonde, in the district of Montreal, now of the city of Saint-Henri, district of Montreal, Defendant.

1. Four lots of land situate and fronting on the south east side of Saint Antoine street, in the city of Saint-Henri, district of Montreal, known and distinguished as subdivision lots numbers one hundred and sixty-seven, one hundred and sixty-eight, one hundred and sixty-nine and one hundred and seventy, of lot number three hundred and eighty-five (385-167, 385-168, 385-169, 385-170), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, and the right in common with others in a lane situated in rear of said lots, circumstances and dependencies, to be sold *en bloc* as one lot.

2. Two lots of land situate and fronting on the south east side of Saint Antoine street, in the city of Saint-Henri, district of Montreal, known and distinguished as subdivision lots numbers seventy-seven and seventy-eight of lot number three hundred and eighty-five (385-77, 385-78), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected and the right in common with others in a lane situated in rear of said lots, circumstances and dependencies, to be sold *en bloc* as one lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 20th June, 1900. 2496  
[First published, 23rd June, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **PIERRE ZOTIQUE STE.**  
No 14270. } **MARIE**, épicier, de la  
ville de Longueuil, dans le district de Montréal,  
Demandeur ; contre les terres et tenements de J.  
**ANDRÉ STE. MARIE**, du même lieu, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal, district de Montréal, connu sous le numéro sept (7), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro quatre-vingt (80) ; borné en front par la rue Moreau, et portant les numéros civiques 39 et 41 de la dite rue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un emplacement sis et situé dans le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal, district de Montréal, connu sous le numéro huit (8), et d'une partie du numéro neuf (9), la dite partie mesurant cinq (5) pieds et quarante centièmes de largeur sur rue Moreau et allant en rétrécissant sur une profondeur de cent (100) pieds pour aboutir en pointe, de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro quatre-vingt (80) ; borné en front par la rue Moreau, et portant les numéros civiques 43 et 45 de la dite rue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Un emplacement sis et situé dans le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal, district de Montréal, connu sous le numéro douze (12), et d'une partie du numéro onze (11), la dite partie mesurant six (6) pieds de largeur sur une profondeur de cent (100) pieds pour se terminer en une pointe de soixante centièmes de pieds, de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro quatre-vingt (80) ; borné en front par la rue Moreau et portant les numéros civiques 59 et 61 de la dite rue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

4° Un lot de terre situé dans le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal, district de Montréal, connu sous le numéro treize (13), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro quatre-vingt (80) ; borné en front par la rue Moreau, et portant les numéros civiques 63 et 65 de la dite rue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

5° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu sous le numéro soixante et quinze (75), de la subdivision du lot officiel connu et désigné sous le numéro quatre-vingt (80), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga ; borné en front par la rue Moreau—sans bâtisses.

6° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu sous le numéro cent quarante-deux (142), de la subdivision du lot officiel connu et désigné sous le numéro quatre-vingt (80), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga ; borné en front par la rue Moreau—sans bâtisses.

7° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu sous le numéro cent quarante-cinq (145), de la subdivision du lot officiel connu et désigné sous le numéro quatre-vingt (80), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga ; borné en front par la rue Moreau—sans bâtisses.

8° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu sous le numéro cent quarante-huit (148), de la subdivision du lot officiel connu et désigné sous le numéro quatre-vingt (80), des plan

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **PIERRE ZOTIQUE STE.**  
No. 14270. } **MARIE**, grocer, of the town  
of Longueuil, in the district of Montreal, Plaintiff ;  
against the lands and tenements of J. **ANDRÉ**  
**STE MARIE**, of the same place, Defendant.

1. A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number seven (7), of the subdivision of the official lot known and described as number eighty (80), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ; bounded in front by Moreau street, and bearing the civic number 39 and 41 of the said street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number eight (8), and of a part of number nine (9), said part measuring five (5) feet and forty hundredths in width on Moreau street, and going on narrowing by a depth of one hundred (100) feet to end at a point, of the subdivision of the official lot known and described as number eighty (80), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ; bounded in front by Moreau street, and bearing the civic numbers 43 and 45 of the said street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number twelve (12), and of a part of number eleven (11), said part measuring six (6) feet in width by a depth of one hundred (100) feet to end at a point of sixty hundredths of feet, of the subdivision of the official lot known and described as number eighty (80), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ; bounded in front by Moreau street, and bearing the civic numbers 59 and 61 of the said street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number thirteen (13), of the subdivision of the official lot known and described as number eighty (80), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ; bounded in front by Moreau street, and bearing the civic numbers 63 and 65, of the said street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

5. A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number seventy-five (75), of the subdivision of the official lot known and described as number eighty (80), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ; bounded in front by Moreau street—without buildings.

6. A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number one hundred and forty-two (142), of the subdivision of the official lot known and described as number eighty (80), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ; bounded in front by Moreau street—without buildings.

7° A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number one hundred and forty-five (145), of the subdivision of the official lot known and described as number eighty (80), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga ; bounded in front by Moreau street—without buildings.

8. A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number one hundred and forty-eight (148), of the subdivision of the official lot known and described as number eighty (80), of the



19° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, district de Montréal, connu sous le numéro cent quatre-vingt-un (181), de la subdivision du lot officiel connu et désigné sous le numéro quatre-vingt (80), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; borné en front par la rue Moreau—sans bâtisses.

20° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu sous le numéro cent quatre-vingt-quatre (184), de la subdivision du lot officiel connu et désigné sous le numéro quatre-vingt (80), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; borné en front par la rue Moreau—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 20 juin 1900. 2501-2  
[Première publication, 23 juin 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : JAMES A. GILLESPIE  
No. 278. } ET GEORGE GILLESPIE  
PIE, tous deux des cité et district de Montréal, marchands, en leur qualité de fiduciaires de Dame Agnes Gibson French et Dame Betsey Blackwood French, Demandeurs; contre les terres et tenements de REMI GUERTIN, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Ce lot de terre connu comme lot de cadastre numéro deux mille huit cent quatre-vingt-un (2881), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Ropery, d'un côté par le lot de cadastre numéro deux mille huit cent quatre-vingt-deux (2882), de l'autre côté par la rue Saint-Charles, et en arrière par le lot de cadastre numéro deux mille huit cent quatre-vingt (2880), tous sur le dit plan—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées.

2° Cette lisière de terre joignant le lot ci-dessus décrit, et étant partie du dit lot de cadastre numéro deux mille huit cent quatre-vingt (2880), sur le dit plan et au livre de renvoi et mesurant treize pieds de front sur la rue Saint-Charles, sur cinquante-trois pieds six pouces de profondeur, tel qu'acquis par le dit débiteur hypothécaire de Ferdinand Patrie, par acte passé devant H. D. Côté, notaire, le dix-septième jour de mai dix-huit cent quatre-vingt-quatre (1884), et enregistré sous le numéro 15767—avec toutes les bâtisses, circonstances et dépendances.

3° Un morceau de terre décrit en langue française, comme suit :

Treize pieds de largeur de terrain à prendre du côté sud-ouest d'un lot de terre sis au quartier Saint-Gabriel, de la dite cité de Montréal, où il est connu et désigné sous le numéro deux mille huit cent quatre-vingt (2880), aux livre de renvoi et plan officiels de la paroisse de Montréal, à prendre au bout d'une même largeur de terrain précédemment vendu par le dit feu Ferdinand Patry au dit acquéreur, sur la profondeur du dit lot de terre, de telle sorte qu'au moyen des présentes, le dit M. Guertin se trouvera propriétaire d'une largeur de treize pieds de terre sur toute la profondeur du susdit lot de terre, et du côté ouest d'icelui—ensemble toutes circonstances.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 20 juin 1900. 2497-2  
[Première publication, 23 juin 1900.]

19. A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number one hundred and eighty-one (181), of the subdivision of the official lot known and described as number eighty (80), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Moreau street—without buildings.

20. A lot of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, in the district of Montreal, known as number one hundred and eighty-four (184), of the subdivision of the official lot known and described as number eighty (80), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Moreau street—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIX day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 20th June, 1900. 2502  
[First published, 23rd June, 1900.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : JAMES A. GILLESPIE AND  
No. 278. } GEORGE GILLESPIE,  
both of the city and district of Montreal, merchants, in their quality of trustees to Dame Agnes Gibson French and Dame Betsey Blackwood French, Plaintiffs; against the lands and tenements of REMI GUERTIN, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. That certain lot of land known as cadastral lot number two thousand eight hundred and eighty-one (2881), on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by Ropery street, on one side by cadastral lot number two thousand eight hundred and eighty-two (2882), on the other side by Saint Charles street, and in rear by cadastral lot number two thousand eight hundred and eighty (2880), all on said plan—with the dwelling house and other buildings thereon erected.

2. That certain strip of land adjoining the above described lot, and being portion of said cadastral lot number two thousand eight hundred and eighty (2880), on said plan in said book of reference, and measuring thirteen feet in front on said Saint Charles street, by fifty-three feet six inches in depth, as acquired by said mortgage from Ferdinand Patrie, by deed passed before H. D. Côté, notary, on the seventeenth day of May, eighteen hundred and eighty-four (1884), and registered under number 15767—with all the buildings and appurtenances thereunto belonging.

3. A piece of land described in the french language, as follows :

Thirteen feet in width of the lot of land, to be taken off the south west side of a lot of land situate in Saint Gabriel's ward, of the said city of Montreal, where it is known and designated as number two thousand eight hundred and eighty (2880), on the official book of reference and plan for the parish of Montreal, to be taken off of the end of the same width of land formerly sold by the said late Ferdinand Patry to the said purchaser, by the depth of the said lot of land, in such a manner that by these presents the said Mr. Guertin shall be the owner of a width of thirteen feet of land by the whole depth of the said lot of land, and on the west side of the same—with all the appurtenances thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 20th June, 1900. 2498  
[First published 23rd June, 1900.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTMORENCY & CHARLEVOIX, corporation légale, ayant son principal établissement à Québec, était Demanderesse ; et PIERRE MATHIEU, cultivateur, de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, était Défendeur, et Marguerite Bilodeau, veuve de Pierre Mathieu, de la dite paroisse de L'Ange-Gardien, était opposante. La dite demanderesse, La Compagnie de chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix ; contre Marguerite Bilodeau, veuve de Pierre Mathieu, de la paroisse de L'Ange-Gardien, à savoir :

1° La moitié indivise du lot No 36 (trente-six), du cadastre officiel pour la paroisse de L'Ange-Gardien, étant une terre située au premier rang—circonstances et dépendances.

2° La moitié indivise du lot No 59 (cinquante-neuf), du cadastre officiel, pour la paroisse de L'Ange-Gardien, étant une terre située au premier rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 12 juillet 1900. 2719  
[Première publication, 14 juillet 1900.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE QUÉBEC MONTMORENCY & CHARLEVOIX, corporation légale, ayant son principal établissement à Québec, était demanderesse ; et PIERRE MATHIEU, cultivateur de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, était détreudeur, et Marguerite Bilodeau, veuve de Pierre Mathieu, du même lieu, était tiers-saisie. La dite demanderesse La Compagnie de chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix ; contre Marguerite Bilodeau, veuve de Pierre Mathieu, de la paroisse de L'Ange-Gardien, à savoir :

1° La moitié indivise du lot No 29, (vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de L'Ange-Gardien, étant une terre située au premier rang—circonstances et dépendances.

2° La moitié indivise du lot No 66 (soixante-six), du cadastre officiel, pour la paroisse de L'Ange-Gardien, étant une terre située au premier rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 12 juillet 1900. 2721  
[Première publication, 14 juillet 1900.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **W**ILLIAM CARRIER, de No 111. } Québec, marchand de fleur en gros ; contre DOCITHE ARCAND, de Québec, courtier, en qualité de curateur à la succession vacante de Jacques Verret, en son vivant de

## Sheriff's Sales—Québec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a cause wherein THE QUEBEC, MONTMORENCY & CHARLEVOIX RAILWAY COMPANY, a corporate body, having its chief establishment at Québec, was Plaintiff ; and PIERRE MATHIEU, farmer, of the parish of L'Ange Gardien, county of Montmorency, was Defendant, and Marguerite Bilodeau, widow of Pierre Mathieu, of the parish of L'Ange Gardien, was Opposant. The said plaintiff, the Quebec, Montmorency & Charlevoix Railway Company ; against Marguerite Bilodeau, widow of Pierre Mathieu, of the parish of L'Ange Gardien, to wit :

1. The undivided half of the north east half of lot No. 36 (thirty-six), of the official cadastre for the parish of L'Ange Gardien, being a land situate on the first range—circumstances and dependencies.

2. The undivided half of lot No. 59 (fifty-nine), of the official cadastre for the parish of L'Ange Gardien, being a land situate on the first range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of L'Ange Gardien, county of Montmorency, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 12th July, 1900. 2720  
[First published, 14th July, 1900.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a suit in which THE QUEBEC, MONTMORENCY AND CHARLEVOIX RAILWAY COMPANY, a corporate body, having its chief establishment at Québec, was Plaintiff ; and PIERRE MATHIEU, farmer, of the parish of L'Ange Gardien, county of Montmorency, was Defendant ; and Marguerite Bilodeau, widow of Pierre Mathieu, of the same place, was Garnishee. The said plaintiff the Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway Company ; against Marguerite Bilodeau, widow of Pierre Mathieu, of the parish of L'Ange Gardien, to wit :

1. The undivided half of lot No. 29 (twenty-nine), of the official cadastre for the parish of L'Ange Gardien, being a land situate in the first range—circumstances and dependencies.

2. The undivided half of lot No. 66 (sixty-six), of the official cadastre for the parish of L'Ange Gardien, being a land situate in the first range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of L'Ange Gardien, county of Montmorency, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 14th July, 1900. 2722  
[First published, 14th July, 1900.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **W**ILLIAM CARRIER, of No 111. } Québec, wholesale flour merchant ; against DOCITHE ARCAND, of Québec, broker, in his quality of curator to the vacant estate of Jacques Verret, in his lifetime of Saint Charles

Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, épicier et boulanger, à savoir :

1° Tous les droits que pouvait avoir, le quatre juin dernier, Jacques Verret, à son décès, sur les lots Nos 334 (trois cent trente-quatre) et 335 (trois cent trente-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, et sur les bâtisses dessus construites, avec servitudes actives et sujets aux servitudes passives, étant un emplacement situé sur le chemin public, pour être vendu en un seul lot—circonstances et dépendances.

2° Tous les droits que pouvait avoir le dit Jacques Verret, à son décès, sur le lot No 26 (vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, et sur les bâtisses dessus construites, moulin à scie, moulin à bardeau, ainsi que les bouilloires, engin, machineries, outillages et appareils à l'usage du dit moulin, étant un lot de terre situé le long du chemin public—circonstances et dépendances.

Pour être vendu, le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg, comté de Québec, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin, et le lot en deuxième lieu décrit, pour être vendu le MEME JOUR, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, à DEUX heures après midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,

Québec, le 12 juillet 1900.

[Première publication, 14 juillet 1900.]

Shérif,

2723

**FIERI FACIAS.**

*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } GASPARD NICOLAS BOIS-  
No 1729. } SEAU ET ROCH PASCAL  
BOISSEAU, tous deux de Québec, rentiers ;  
contre JOSEPH BERUBE, de Québec, menuisier,  
à savoir :

Le lot No 480 (quatre cent quatre-vingt), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un emplacement situé autrefois sur la rue Wolfe, et maintenant rue Vaudreuil—avec bâtisses ; à la charge d'une rente foncière de quatre piastres, payable aux demandeurs, le 29 septembre de chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,

Québec, 21 juin 1900.

[Première publication, 23 juin 1900.]

Shérif,

2483-2

**Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 43. } **A RSENE PICKERING**, Demandeur ; contre **MATHILDE LEMONDE ET AL**, Défendeurs.

Saisi sur tous les défendeurs :

1° Un emplacement situé dans la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de Richelieu, comté de Rouville, connu et désigné sous le numéro deux (No 2), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de Richelieu ; borné en front par la Rivière Richelieu, sauf à déduire du dit emplacement le terrain sur lequel

Borromée de Charlesbourg, grocer and baker, to wit :

1. All the rights which the said Jacques Verret might have on the fourth of June last, at his decease, upon the lots Nos. 334 (three hundred and thirty four) and 335 (three hundred and thirty five), of the official cadastre for the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, and on the buildings thereon erected, with the active servitudes and subject to the passive servitudes ; being a lot situate on the public road, to be sold in one single lot, —circumstances and dependencies.

2. All the rights which the said Jacques Verret might have, at his death, on lot No. 26 (twenty six), of the official cadastre for the parish of Saint Edmond de Stoneham, and on the buildings thereon erected, saw mill, shingle mill, as also the boilers, engine, machinery, apparatus and gear for the use of the said mill, being a lot situate along the public road circumstances and dependencies.

To be sold, the lot firstly described, at the church door of the parish of Saint Charles Borromée de Charlesbourg, county of Quebec, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lot secondly described to be sold on the SAME DAY, at the church door of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, at TWO of the clock in the afternoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,

Québec, 12th July, 1900.

[First published, 14th July, 1900.]

Sheriff,

2724

**FIERI FACIAS.**

*Circuit of Québec.*

Québec, to wit : } GASPARD NICOLAS BOIS-  
No. 1729. } SEAU AND ROCH PASCAL  
BOISSEAU, both of Québec, rentiers ; against  
JOSEPH BERUBE, of Québec, joiner, to wit :

Lot No. 480 (four hundred and eighty), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a lot situate formerly on Wolfe street, now Vaudreuil street—with buildings ; subject to the charge of a ground rent of four dollars, in favor of the plaintiffs, payable on the 29th September yearly.

To be sold at my office, in the city of Québec, the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,

Québec, 21st June, 1900.

[First published, 23rd June, 1900.]

Sheriff,

2484

**Sheriff's Sales—St. Hyacinth**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS**

*Superior Court.*

Canada, Province of Québec, District of St. Hyacinth, No. 43. } **A RSENE PICKERING**, Plaintiff ; against **MATHILDE LEMONDE ET AL**, Defendants.

Seized on all the Defendants :

1. A lot of land situate in the parish of Notre Dame de Bonsecours de Richelieu, Rouville county, known and designated as lot number two (No. 2), on the official plan and book of reference for the said parish of Notre Dame de Bonsecours de Richelieu ; bounded in front by the Richelieu river, less, however, the land on which the public highway is

passee le chemin public qui le traverse—avec les bâtisses construites sur le dit emplacement.

2° Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Mathias, dit comté de Rouville, connu et désigné sous le numéro cent quatorze (No 114), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Mathias; borné en front par le chemin de la Rivière des Hurons, et contenant approximativement trente-cinq perches en superficie—avec les bâtisses.

3° Un lot de terre situé dans la dite paroisse de Saint-Mathias, connu sous le numéro cent six (No 106), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Mathias; borné en front par le chemin public, en arrière par la rivière Richelieu, d'un côté par Charles Barrière ou représentants, et de l'autre par P. S. Ostiguy ou représentants—avec deux maisons, une boutique de forge et autres bâtisses dessus construites.

Saisi sur Jean *alias* John Darche, l'un des défendeurs :

4° Un emplacement situé dans la dite paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de Richelieu, et connu sous le numéro cinquante-huit (No 58), sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Notre-Dame de Bonsecours de Richelieu; borné en front par la rue Richelieu, d'un côté au nord par le lot officiel cinquante-six (No 56), à l'est par le numéro susdit et partie par le chemin de fer du Vermont Central, et au sud par le chemin de fer susdit—avec maisons et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, les emplacements en premier et quatrième lieux décrits, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, le QUINZIEME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, et les emplacements en deuxième et troisième lieux décrits, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathias, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 11 juillet 1900. 2715  
[Première publication, 14 juillet 1900.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plusbas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH ANTOINE  
No 188. } VANDAL, Deman-  
deur, contre FERDINAND ROY, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le rang A, en la paroisse de Sainte-Thècle, désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'icelle paroisse par le numéro cent cinquante (150)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thècle, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 27 juin 1900. 2579  
[Première publication, 30 juin 1900.]

erected—with the buildings erected on said lot of land.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Mathias, said Rouville county, known and designated as lot number one hundred and fourteen (No. 114), on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Mathias; bounded in front by the Hurons river, and containing about thirty-five perches in superficies—with the buildings.

3. A lot of land situate in the said parish of Saint Mathias, known as lot number one hundred and six (No. 106), on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Mathias; bounded in front by the public highway, in rear by the Richelieu river, on one side by Charles Barrière or representatives, and the other side by P. S. Ostiguy or representatives—with two houses, one blacksmith shop and other buildings thereon erected.

Seized on Jean *alias* John Darche, one of the said defendants :

4. A lot of land situate in the said parish of Notre Dame de Bonsecours de Richelieu, and known as lot number fifty-eight (No. 58), on the official plan and book of reference for the said parish of Notre Dame de Bonsecours de Richelieu; bounded in front by Richelieu street, on one side to the north by official lot number fifty-six (No. 56), to the east by the said number and part by the Vermont Central Railway, and to the south by said railway—with houses and other buildings thereon erected.

To be sold, the lots of land firstly and fourthly described, at the door of the parochial church of the parish of Notre Dame de Bonsecours de Richelieu, on the FIFTEENTH day of the month of AUGUST next, at ELEVEN o'clock of the forenoon, and the lots of land secondly and thirdly described, at the door of the parochial church of the parish of Saint Mathias, on the SAME DAY, at TWO o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 11th July, 1900. 2716  
[First published, 14th July, 1900.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three-Rivers.

Three Rivers, to wit : } JOSEPH ANTOINE  
No. 188. } VANDAL, Plaintiff ;  
against FERDINAND ROY, Defendant.

A lot of land situate in the range A, of the parish of Sainte Thècle, described on the official plan and book of reference of the said parish as number one hundred and fifty (150)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thècle, on the FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 27th June, 1900. 2580  
[First published, 30th June, 1900.]

## Avis du Gouvernement

"The Canadian Gold Fields Syndicate, (limited)," a été autorisée à vendre, ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificat d'actions, débetures et autres valeurs.

Le bureau principal, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations, ou procédures exercées contre elle, est John Hyde, écuyer, de la cité de Montréal, comptable.

JOS. BOIVIN,

Assistant-secrétaire de la province.

Département du secrétaire de la province.  
Québec, 12 juillet 1900. 2747

## DEPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

Avis est par le présent donné que, par règlement passé à une assemblée des directeurs de "The Montreal Rolling Mills Company," tenue le 22e jour de mars dernier, et dûment confirmé par un vote plus que des deux tiers en valeur de tous les actionnaires de la dite compagnie, à une assemblée spéciale générale tenue le 3e jour d'avril dernier (1900), dont une copie dûment authentique a été déposée au bureau du Secrétaire Provincial, le dix-huitième jour d'avril dernier, le fonds social de "The Montreal Rolling Mills Company" a été augmenté de \$500,000 à \$750,000 par l'émission de 2,500 nouvelles actions de la valeur au pair de \$100 00 chacune, et que 2,451 des dites nouvelles actions ont été dûment souscrites et payées en entier à leur dite valeur au pair.

JOS. BOIVIN,

Assistant secrétaire de la province.

Québec, 13 Juillet 1900. 2749

## Avis Divers

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes de la province de Québec, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous les noms et dans les buts ci-après mentionnés :

1<sup>o</sup> Le nom de la compagnie sera "La Compagnie minière de la province de Québec."

2<sup>o</sup> Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'exploiter, miner, fondre, réduire, travailler, manufacturer et vendre de l'or, argent, cuivre, galène, fer, graphite, mica et autres métaux, substances métalliques et minérales, leurs compositions et produits et en faire le commerce; acquérir, acheter, louer, posséder sous tout titre légal, toutes terres, droits de mines, limites à bois, meubles et immeubles et droits, pouvoirs d'eau et privilèges dans les pouvoirs d'eau, bâtisses, améliorations, matériaux, machines, droits de patentes, royautés et autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles pour ou en rapport avec ses affaires, et de vendre et louer tous ces objets ou aucune partie d'iceux, ou en disposer autrement; de faire les affaires de mine dans toutes ses branches, acquérir, construire, construire et mettre en opération tous travaux utiles, améliorations et inventions, y compris moulins, aqueducs, travaux d'irrigations, travaux électriques, tramways et lignes de téléphone et de télégraphe, et de vendre, louer des pouvoirs d'eau ou électriques, instruments ou service de télé-

## Government Notices

The Canadian Gold Fields Syndicate, (limited), has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Quebec, its shares, stock, stocks certificate, debentures and other securities.

The head office, in the province, is at the city of Montreal.

The chief agent, for the purpose of receiving service in proceeding against it, is John Hyde, esquire, of the city of Montreal, accountant.

JOS. BOIVIN,

Assistant-provincial secretary.

Provincial secretary's department.  
Quebec, 12th July, 1900. 2748

## PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT

Notice is hereby given that, by law enacted at a meeting of the directors of the Montreal Rolling Mills Company, held on the 22nd day of March last past, and duly confirmed by a vote of more than two thirds in amount of all the shareholders of the said company, at a special general meeting held on the 3rd day of April last past (1900), a duly authenticated copy of which by-law was filed with the Provincial Secretary, on the eighteenth day of April last past, the capital stock of the Montreal Rolling Mills Company was increased from \$500,000 to \$750,000 by the issue of 2,500 new shares of the par value of \$100.00 each share, and that 2,451 of said new shares have been duly subscribed and paid for in full at their said par value.

JOS. BOIVIN,

Assistant provincial secretary.

Quebec, 13th July 1900. 2750

## Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the joint stock companies, incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company will be "La Compagnie Minière de la province de Québec".

2. The objects for which incorporation is sought are to work, mine, smelt, reduce and manufacture and sell gold, silver, copper, galena, iron, graphite mica and other metals, metallic and mineral substances and products, and to trade therein; and to acquire, buy, lease, hold, by any legal title whatever, all lands, mining rights, timber limits, movables and real estate and rights, water powers, improvements, materials, machines, patent rights, royalties and other things which may be necessary or useful for or in connection with its business, and to sell and lease all these objects or any part thereof or to dispose thereof otherwise, to carry on mining business in all its branches, to acquire, build and put in operation any useful work, improvements and inventions, including mills therein, aqueducts, works of irrigation, electric works, tramways and telephone and telegraph lines, and to sell, lease water powers or electric powers or telephone and telegraph service, including therein the production and sale of artificial light and heat, or to dispose otherwise of it; to carry on business as traders to

phone et télégraphe, y compris la production et vente de lumière, et chaleur artificielle, et en disposer autrement; de faire des affaires comme commerçants, acheter et vendre des effets, articles et marchandises, acquérir, construire et mettre en opération des boutiques, magasins, hôtels et maisons de pension, les louer et vendre ou en disposer autrement à volonté.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la ville de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$50,000.00, divisé en cinq mille actions de dix piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Jean D. Porcheron, commerçant; Joseph Paquette, fabricant; Elzéar Côté, entrepreneur; Louis Doneau, agent; Adolphe Trempe, explorateur, tous de la ville de Montréal, dans la province de Québec.

6° Les requérants sont tous sujets anglais, et seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

L. P. P. CARDIN,  
Notaire pour les requérants.

Montréal, 12 juillet 1900. 2725

#### AVIS PUBLIC.

Qu'il soit connu à tous ceux qu'il appartiendra, qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu et le vent, des trois paroisses de Saint-Benoit, Saint-Joseph et de L'Annonciation, dans le comté des Deux-Montagnes, s'adressera à l'honorable trésorier de la province, pour obtenir un certificat l'autorisant de se considérer incorporée selon les désirs de la loi, avec pouvoir d'émaner des polices d'assurance.

Qu'un bureau provisoire est formé de neuf directeurs.

Qu'un règlement est adopté pour la qualification des assurés.

Que le livre de souscription contient les noms d'au delà de quarante souscripteurs, avec un capital dépassant vingt-cinq mille piastres.

DAMIEN PILON,  
Secrétaire intérimaire.

Saint-Benoit, 20 juin 1900. 2745

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Gas Appliance Manufacturing Company."

Les objets pour lesquelles l'incorporation est demandée sont:

a. De manufacturer et vendre des poêles à gaz, fourneaux, fournaies, poêles à chauffages et autres de même nature, et tous leurs accessoires et appareils, et toutes choses en rapport avec l'emploi du gaz comme moyens de chauffage, d'éclairage ou pouvoir, et d'acquérir par aucun titre quelconque, et de se servir de patentes, droits de patentes et devis et en général toutes affaires et choses en rapport aux dites affaires.

b. De faire en général les affaires de manufacture et de commerce.

La principale place d'affaires de la compagnie proposée sera dans les cité et district de Montréal.

Le fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: John Fee, machiniste; James Seath Smith, architecte; James Robinson, marchand; Fitz James Ethelbert Browne, agent d'immeubles; William John Freeman, teneur de livres, tous de la susdite cité de Montréal, et

buy and sell effects, articles and merchandize, to acquire, build and put in operation shops, stores, hotels and boarding houses, to lease and sell and otherwise dispose of them at will.

3. The principal business place of the company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the company will be \$50,000.00, divided into five thousand shares of ten dollars each.

5. The full names, residence and profession of the petitioners are as follows: Jean D. Porcheron, trader; Joseph Paquette, manufacturer; Elzéar Côté, contractor; Louis Dineau, agent; Adolphe Trempe, explorer, all of the city of Montreal, in the province of Quebec.

6. The petitioners are all British subjects and will be the first directors of the company.

L. P. P. CARDIN,  
Notary for petitioners.

Montreal, 12th July, 1900. 2726

#### PUBLIC NOTICE.

Be it known to all whom it may concern, that a mutual insurance company against fire and wind, of the three parishes of Saint-Benoit, Saint-Joseph and L'Annonciation, in the county of Two Mountains, will apply to the Honorable provincial Treasurer, to obtain a certificate authorizing it to consider itself incorporated according to law, with power to issue insurance policies.

That an interim board is made up of nine directors.

That a by-law is passed for the qualification of the insured.

That the subscription book contains the names of upwards of forty subscribers, with a capital exceeding twenty-five thousand dollars.

DAMIEN PILON,  
Interim Secretary.

Saint-Benoit, 20th June, 1900. 2746

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the Lieutenant-Governor in council, for letters patent, constituting the petitioners, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name of "The Gas Appliance Manufacturing Company."

The objects for which incorporation is sought are:

a. The manufacture and sale of gas stoves, ranges, furnaces, heaters and the like, and all their necessary parts and appliances, and all things whatsoever connected with the use of gas as a means of heating, lighting or power, and to acquire by any title whatsoever, and employ patents, patent rights and devices, and generally all matters and things incidental to such business.

b. To do general manufacturing and trading business.

The principal place of business of the proposed company will be in the city and district of Montreal.

The capital stock will be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares of one hundred dollars each (\$100.00).

The names in full, and address and calling of each of the applicants are as follows: John Fee, machinist; James Seath Smith, architect; James Robinson, merchant; Fitz James Ethelbert Browne, real estate agent; William John Freeman, book-keeper, all of the city of Montreal aforesaid, and

Robert Bennett Hutcheson, notaire, et Frederick William Hibbard, avocat, tous deux de la ville de Westmount, dans le district de Montréal.

Les dits Thomas P. Shaws, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne et Frederick William Hibbard seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie proposée.

HIBBARD & GLASS,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 10 juillet 1900.

2727

Robert Bennett Hutcheson, notary, and Frederick William Hibbard, advocate, both of the town of Westmount, in the district of Montreal.

The said Thomas P. Shaw, John Fee, James Robinson, Fitz James E. Browne and Frederick William Hibbard are to be first or provisional directors of said proposed company.

HIBBARD & GLASS,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 10th July, 1900.

2728

### Avis de Faillites

Dans l'affaire de J. B. Drolet, Ancienne-Lorette, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 31 juillet 1900, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

GEORGE DARVEAU,  
Curateur.  
2729

Québec, 14 juillet 1900.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 7.

Charles S. Reinhardt, Demandeur ;  
James Baxter, de la cité de Montréal, commerçant, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, je, soussigné, James Baxter, le douzième jour d'avril 1900, ai fait un abandon judiciaire de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

JAMES BAXTER,  
Montréal 12 avril 1900. 2741

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 7.

C. S. Reinhardt, Demandeur ;  
James Baxter, de la cité de Montréal, commerçant, Défendeur.

Avis est par le présent donné que John Hyde, comptable licencié, et J. Odilon Dupuis, comptable, tous deux de la cité de Montréal, par jugement de l'honorable M. le juge Doherty, ont été nommés curateurs conjoints des biens du dit James Baxter, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers du dit James Baxter sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations sous trente jours.

JOHN HYDE,  
J. O. DUPUIS,  
Curateurs conjoints.  
2739

Montréal, 24 avril 1900.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 75.

Geo. Gardiner, Demandeur ;  
James H. Howard, de la cité de Montréal, commerçant, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, je, John Hyde, de la cité de Montréal, comptable licencié, par jugement de l'hon. M. le juge Taschereau, ai été nommé curateur des biens du dit James Howard, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers du dit James Howard sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

JOHN HYDE,  
Curateur.  
2737

Montréal, 3 juillet 1900.

### Bankrupt Notices

In the matter of J. B. Drolet, Ancienne-Lorette, Insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 31st July, 1900, after which date this dividend will be payable at my office.

GEORGE DARVEAU,  
Curateur.  
2730

Quebec, 14th July, 1900.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 7.

Charles S. Reinhardt, Plaintiff ;  
James Baxter, of the city of Montreal, trader, Defendant.

Notice is hereby given that I, the undersigned, James Baxter, did, on the twelfth day of April, 1900, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, make a judicial abandonment of my property for the benefit of my creditors.

JAMES BAXTER,  
Montreal, 12th April, 1900. 2742

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 7.

C. S. Reinhardt, Plaintiff ;  
James Baxter, of the city of Montreal, trader, Defendant.

Notice is hereby given that John Hyde, chartered accountant, and J. Odilon Dupuis, accountant, both of the city of Montreal, were by judgment of honorable Mr. justice Doherty, appointed joint curators to the property of the said James Baxter, the whole as by law provided.

The creditors of the said James Baxter are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,  
J. O. DUPUIS,  
Joint curators.  
2740

Montreal, 24th April, 1900.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 75.

Geo. Gardiner, Plaintiff ;  
James H. Howard, of the city of Montreal, trader, Defendant.

Notice is hereby given that I, John Hyde, of the city of Montreal, chartered accountant, was, by judgment of Hon. Justice Taschereau, appointed curator to the property of the said James H. Howard, the whole as by law provided.

The creditors of the said James H. Howard are hereby notified to file their claims within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,  
Curator.  
3738

Montreal, 3rd July, 1900.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 75

George Gardiner, Demandeur ;  
James Henry Howard, de la cité de Montréal, épi-  
cier et commerçant, Défendeur.  
Avis est par le présent donné que, je, sousigné,  
James Henry Howard, le vingt-deuxième jour de  
juin 1900, ai fait un abandon judiciaire de mes  
biens pour le bénéfice de mes créanciers, au bureau  
du protonotaire de la cour supérieure du district de  
Montréal.

JAMES HENRY HOWARD.  
Montréal, 22 juin 1900. 2735

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 75.

George Gardiner, Plaintiff ;  
James Henry Howard, of the city of Montreal,  
grocer and trader, Defendant.  
Notice is hereby given that I, the undersigned,  
James Henry Howard, did, on the twenty-second  
day of June, 1900, in the office of the protonotary  
of the superior court for the district of Montreal,  
make a judicial abandonment of my property for  
the benefit of my creditors.

JAMES HENRY HOWARD.  
Montreal, 22nd June, 1900. 2736

### Vente d'immeuble en vertu des Actes concernant la Faillite.

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No 91.

E. H. Champagne, marchand, de la paroisse de  
Saint-Eustache, Requéant ;

vs.  
Norbert Touchette, faiseur de voiture, du même  
lieu, de Saint-Eustache, Failli.

Avis public est par le présent donné que, MARDI,  
le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX  
heures de l'avant-midi, il sera vendu à la porte de  
l'église de la paroisse de Saint-Eustache, aux plus  
offrant et dernier enchérisseur, les immeubles connus  
sous les numéros quatre cent quatre-vingt-  
quatorze, quatre cent quatre-vingt-dix-huit a et  
quatre cent quatre-vingt-douze, des plan et livre de  
renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache ;  
encore il sera vendu à la porte de l'église de la  
paroisse de Saint-Augustin, le MEME JOUR, à  
UNE HEURE de l'après-midi, un emplacement  
contenant environ un quart d'arpent de front sur la  
profondeur ; tenant devant au chemin, derrière aux  
terres du rang Saint-Charles, d'un côté à M. Desjardins,  
et de l'autre côté à M. Adéodas Robert, connu  
comme faisant partie du numéro quatre cent  
quarante-trois, des plan et livre de renvoi officiels  
de la paroisse de Saint-Augustin.

GEORGES N. FAUTEUX,  
Curateur autorisé en justice.  
Saint-Eustache, 7 juillet 1900. 2743

### Sale of Real Estate under Insolvents Acts.

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 91.

E. H. Champagne, merchant, of the parish of Saint  
Eustache, Petitioner ;

vs.  
Norbert Touchette, wheel-right, of the same place  
of Saint Eustache, Insolvent.

Public notice is hereby given that on TUESDAY,  
the FOURTEENTH day of AUGUST next, at TEN  
of the clock in the forenoon, will be sold at the  
church door of the parish of Saint Eustache, to the  
last and highest bidder, the immovables known as  
numbers four hundred and ninety four, four hun-  
dred and ninety eight a and four hundred and  
ninety two, of the official plan and book of reference  
of the parish of Saint Eustache ; and there will also  
be sold at the church door of the parish of Saint  
Augustin, on the SAME DAY, at ONE of the clock  
in the afternoon, a lot containing about one quarter  
of an arpent in front by the depth ; bounded in  
front by the road, in rear by the lands of the Saint  
Charles range, on one side by Mr. Desjardins, and  
on the other side by Mr. Adeodas Robert, known  
as forming part of number four hundred and forty-  
three, of the official plan and book of reference of  
the parish of Saint Augustin.

GEORGES N. FAUTEUX,  
Curator duly authorized.  
Saint Eustache, 7th July, 1900. 2744

### Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 28

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ : — Demande # : —  
Annexer divers lots de Saint-François-Xavier  
à Saint-Bernardin de Waterloo, 1443.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis,  
etc., 1441.

AUTORISATION A FAIRE DES AFFAIRES : — The Cana-  
dian Gold Fields Syndicate, 1466.

AVIS : — Assemblée des examinateurs du conseil de  
l'Instruction publique, 1443 ; Compagnie d'as-  
surance mutuelle contre le feu et le vent des  
paroisses Saint-Benoit, Saint-Joseph et L'An-  
nonciation, comté des Deux-Montagnes, 1467.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assem-  
blée législative, 1445 ; Conseil législatif, 1443.

CAPITAL AUGMENTÉ : — Montreal Rolling Mills Coy,  
1466.

### Index of the Quebec Official Gazette, No. 28

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : —  
To annex several lots of Saint François Xavier  
to Saint Bernardin de Waterloo, 1443.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices  
&c, 1441.

AUTHORIZATION TO CARRY ON BUSINESS : — The Cana-  
dian Gold Fields Syndicate, 1466.

NOTICE : — Meeting of the examiners of the council  
of public Instruction, 1443 ; Mutual fire and  
wind insurance company of the parishes Saint  
Benoit, Saint Joseph and L'Annonciation,  
county of Two Mountains, 1467.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : —  
Legislative Assembly, 1445 ; Legislative Council,  
1443.

CAPITAL STOCK INCREASED : — Montreal Rolling  
Mills Coy, 1466.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE :—La ville de Salaberry de Valleyfield, 1447.

FAILLIS :—Beck, 1452 ; Berliand *et al*, 1451 ; Boivin, fils & Cie, 1452 ; Boulay, 1451 ; Drolet, 1468 ; Gardiner, 1468 ; Gardiner, 1469 ; Glover & Brais, 1451 ; Lacroix *et al*, 1451 ; Reinhardt, 1468 ; Reinhardt, 1468 ; The Silver Shoe Coy, 1452 ; Vézina, 1452 ; Weir & Sons, 1451.

LETTRES PATENTES, DEMANDE DE :—Ingolf Gold Mining Coy, 1447 ; La Cie lainière J. E. Mollleur & Fils, 1450 ; La Compagnie minière de la province de Québec, 1466 ; The Dominion Architectural Metal Works Coy, 1449 ; The Gas Appliance Manufacturing Coy, 1467 ; The Merchants' advertising Coy, 1449 ; The Montreal Canning and Preserving Coy, 1450 ; Victorine, 1448.

LETTRES PATENTES ÉMINES :—The Farnham Brewing Coy, 1443.

LICITATIONS :—Gauvin vs Robitaille, 1452 ; Richer vs Dme Richer *et al*, 1452.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres *pro forma*, 1441.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Filion vs Lovis, 1447 ; Giroux vs Amiot, 1447.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Amherst, 1442 ; Cap Chat, 1442 ; Raudot, 1442.

VENTE DE FAILLITE :—Touchette, 1469.

#### VENTES PAR LES SHERIFS :

BEDFORD :—Davis vs Hill *et al*, 1455 ; Nienvenhuse vs La corporation de la ville de Farnham, 1454.

IBERVILLE :—Rev. Collin vs Toupin, 1456.

MONTMAGNY :—Bélangier vs Langelier *et al*, 1456.

MONTREAL :—Baker vs Brazier, 1458 ; Cressé *et al* vs Lacroix, 1457 ; Dalbec vs Guerin *et al*, 1459 ; Ghysens *et al* vs Deslauriers, 1458 ; Gillespie *et al* vs Guerin, 1462 ; Kent *et al* vs Dme Ryan, 1457 ; L'Institution Royale pour l'avancement des sciences vs Gougeon, 1459 ; Ste-Marie vs Ste-Marie, 1460.

QUÉBEC :—Boisseau *et al* vs Bérubé, 1464 ; Carrier vs Arcand, 1463 ; La Cie de chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix vs Mathieu, 1463 ; La Cie de chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix vs Mathieu, 1463.

SAINT-HYACINTHE :—Pickering vs Lemonde *et al*, 1464.

TROIS-RIVIÈRES :—Vandal vs Roy, 1465.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE :—The town of Salaberry de Valleyfield, 1447.

INSOLVENTS :—Beck, 1452 ; Berliand *et al*, 1451 ; Boivin, fils & Cie, 1452 ; Boulay, 1451 ; Drolet, 1468 ; Gardiner, 1468 ; Gardiner, 1469 ; Glover & Brais, 1451 ; Lacroix *et al*, 1451 ; Reinhardt, 1468 ; Reinhardt, 1468 ; The Silver Shoe Coy, 1452 ; Vézina, 1452 ; Weir & Sons, 1451.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Ingolf Gold Mining Coy, 1447 ; La Cie lainière J. E. Mollleur & fils, 1450 ; La compagnie minière de la province de Québec, 1466 ; The Dominion Architectural Metal Works Coy, 1449 ; The Gas Appliance Manufacturing Coy, 1467 ; The Merchants' advertising Coy, 1449 ; The Montreal Canning and Preserving Coy, 1450 ; Victorine, 1448.

LETTERS PATENTS GRANTED :—The Farnham Brewing Coy, 1443.

LICITATIONS :—Gauvin vs Robitaille, 1452 ; Richer vs Dme Richer *et al*, 1452.

PROCLAMATION :—Parliament convoked *pro forma*, 1441.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Filion vs Lovis, 1447 ; Giroux vs Amiot, 1447.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, &c.* :—Townships Amherst, 1442 ; Cap Chat, 1442 ; Raudot, 1442.

INSOLVENTS' SALE :—Touchette, 1469.

#### SHERIFF'S SALES

BEDFORD :—Davis vs Hill *et al*, 1455 ; Nienvenhuse vs The corporation of the town of Farnham, 1454.

IBERVILLE :—Rev. Collin vs Toupin, 1456.

MONTMAGNY :—Bélangier vs Langelier *et al*, 1456.

MONTREAL :—Baker vs Brazier, 1458 ; Cressé *et al* vs Lacroix, 1457 ; Dalbec vs Guerin *et al*, 1459 ; Ghysens *et al* vs Deslauriers, 1458 ; Gillespie *et al* vs Guerin, 1462 ; Kent *et al* vs Dme Ryan, 1457 ; The Royal Institution for advancement of Learning vs Gougeon, 1459 ; Ste-Marie vs Ste-Marie, 1460.

QUÉBEC :—Boisseau *et al* vs Bérubé, 1464 ; Carrier vs Arcand, 1463 ; The Quebec, Montmorency et Charlevoix Railway Coy vs Mathieu, 1463 ; The Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway Coy vs Mathieu, 1463.

SAINT HYACINTHE :—Pickering vs Lemonde *et al*, 1464.

THREE RIVERS :—Vandal vs Roy, 1465.